

fonction publique



numéro 214

mai 2011

43^e année

paraît mensuellement

Mission impossible

Il n'y a pas si longtemps qu'une série d'émissions à la télévision faisait fureur, montrant à l'œuvre des agents secrets, petits frères de James Bond. Ils devaient affronter des problèmes à enjeux planétaires tellement compliqués et explosifs à la fois qu'à première vue leur mission semblait impossible, d'où le nom de la série. Grâce à leur esprit d'analyse infailible et leur imagination sans borne, ils réussirent pourtant avec courage, sang froid et une bonne dose de chance à se tirer d'affaire chaque fois et à transformer leur mission impossible en mission réussie.

C'est à peu près dans une situation pareille que se trouvent empêtrées les négociations entre la CGFP et les ministres de la Fonction publique, sauf que, contrairement à la fiction, l'issue en demeure incertaine.

Quand des négociations difficiles et complexes ont mené dans une impasse, si l'on veut éviter, dans l'intérêt de tout le monde, la casse et l'affrontement dur et durable, il vaut mieux reprendre le tout à zéro, retourner à la case départ en tirant les leçons des erreurs et bévues du passé.

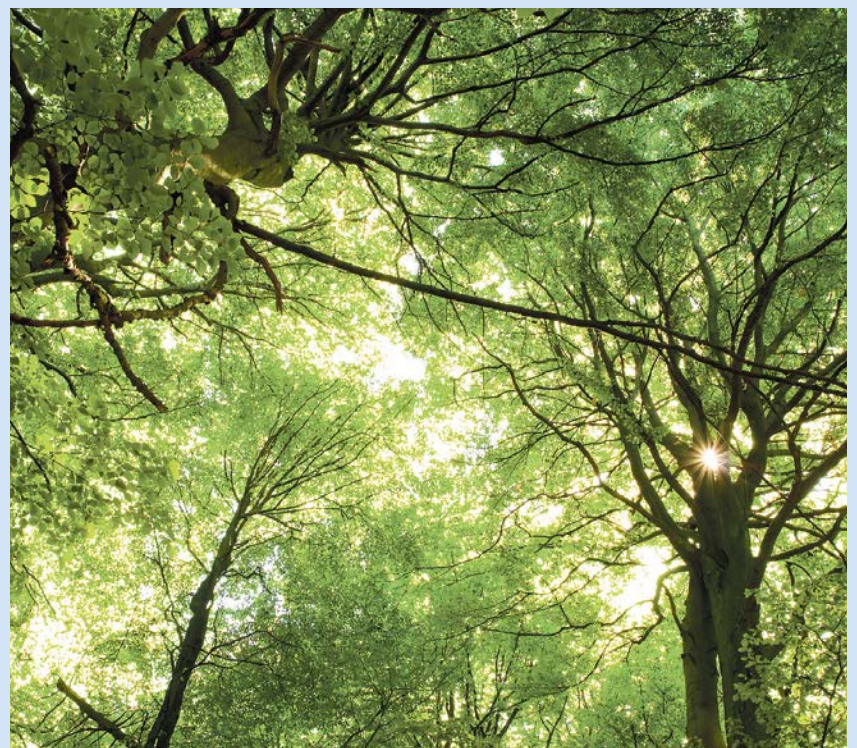
Mais alors il faut voir clair et appeler les choses par leur nom, sans essayer de faire prendre des vessies pour des lanternes. Négociateur c'est donnant donnant; jusqu'à présent nous n'avons pas vu de contrepartie acceptable et équivalente en échange de ce qu'on attend de nous.

Selon le discours gouvernemental, la Fonction publique – qui fonctionne d'ailleurs très bien, même à l'étranger l'on en convient – doit être modernisée et adaptée aux exigences du monde contemporain, en clair

être réformée. Dans le passé, toutes les réformes, petites ou grandes, ont eu un coût et ne se sont pas faites à taux zéro. Or, c'est justement cela qu'on prétend vouloir faire et c'est là où le bât blesse:

- appliquer le processus de Bologne dans la législation nationale ne pourra se faire sans dépenses;
- reclasser quelques carrières, en demande de reclassement déjà depuis longtemps, coûtera de l'argent inévitablement;
- vouloir instaurer un système d'évaluation, le fameux «*monstre bureaucratique*», contre les mises en garde insistantes des syndicats, n'ouvrirait pas seulement toute grande la porte à l'arbitraire et à la politisation mais coûterait en sus beaucoup d'argent au contribuable. Mieux vaudrait y renoncer;
- l'autopromotion des «*rari nantes*» en haut de l'échelle administrative à un coût alors que le «*profanum vulgus*», c'est-à-dire l'immense majorité des agents publics, non seulement est laissée pour compte mais est encore mise à contribution de multiples façons pour financer cette révision des traitements unique en son genre, du jamais vu; mieux vaut la mettre aux oubliettes.

Dans ces conditions, croire sérieusement qu'un syndicat représentatif de toute la Fonction publique comme la CGFP puisse se faire le complice d'une telle opération de démantèlement social dans des négociations qui n'auraient d'autre objectif que de limiter les coups à infliger à ses



La Terre a besoin de ses arbres

Constamment menacés par l'avancée des activités agricoles, les grands massifs forestiers atteignent inexorablement le point de non-retour.

Aujourd'hui, la forêt est attaquée surtout sous les tropiques. Ces soixante dernières années, la forêt pluviale a perdu plus de 60% de sa superficie. Elle est morcelée sur les deux tiers de ce qu'il reste, ce qui l'expose encore plus au défrichement.

L'Assemblée générale des Nations unies a décrété 2011 Année internationale des forêts – une sensibilisation de l'opinion qui est loin d'être superflue, car les écosystèmes sont plus que jamais menacés (voir page 17).

membres, paraît tout simplement insensé! Aucun syndicat dans pareille situation n'est prêt à commettre «*harakiri*», il ne lui restera d'autre choix que de se battre avec tous les moyens légaux.

Les atteintes portées à la stabilité de l'emploi et à l'indépendance politique des agents publics par la quasi-abolition du statut de 1979 ouvriraient encore d'autres voies à l'arbitraire et à la politisation à court terme.

On peut se demander vraiment qui, avec quels objectifs et arrière-pensées, a pu concevoir une telle attaque massive contre tout ce que la CGFP a réussi à obtenir durant ces quarante der-

nières années pour ses membres et dans l'intérêt de la paix sociale dans le pays, et en plus a voulu dans un premier temps y parvenir par le coup du fait accompli.

Il est donc impératif de revenir à la case départ afin de définir ensemble les grandes lignes et les priorités des projets à réaliser et de prévoir leur coût réel avant de commencer alors de vraies négociations, dans un climat de confiance et non d'antagonisme latent, pour trouver une solution consensuelle dans cette situation de mission impossible sans que personne ne perde la face.

Emile HAAG

fonction
publique

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Sozialpolitische Themen im Mittelpunkt

CGFP-Exekutive zum Gespräch bei DP-Parteispitze

Auf Anfrage der Demokratischen Partei trafen kürzlich die Führungsspitzen von DP und CGFP zu einem ausgedehnten Meinungsaustausch zusammen.

Bei dem konstruktiv geführten Gespräch war die DP-Spitze vertreten durch Parteipräsident Claude Meisch, den Ersten Vizepräsidenten Guy Daleiden, Generalsekretär Fernand Etgen, Fraktionssekretär Dan Theisen und den beigeordneten Fraktionssekretär Jean Lamm, während von Gewerkschaftsseite CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, der Erste Vizepräsident Claude Heiser, Generalsekretär Romain Wolff, Finanzverwalter Michel Cloos und Presseattaché Steve Heiliger an der Unterredung teilnahmen.

Im Mittelpunkt der Diskussionen standen sozialpolitische Themen, die zurzeit die Aktualität beherrschen, mit allen voran der beabsichtigten Reform des öffentlichen Dienstes. Die CGFP nutzte dann auch die Gelegenheit, ihre Ansichten zur wirtschaftlichen und finanziellen Entwicklung noch einmal klar darzulegen, die sich entgegen der düsteren Prognosen der Regierung äußerst positiv darstelle und die Krise als überwunden erkennen lasse – womit sich wieder einkommenspolitische Besserstellung des Salariats im Allgemeinen und der öffentlichen Funktion im Besonderen rechtfertige.

In der Index-Frage dann sprachen sich die CGFP-Vertreter ganz deutlich für die Beibehaltung des derzeitigen, bewährten Index-Mechanismus aus, der nicht nur dem Kaufkraftverlust diene, sondern gleichzeitig – und das hätten die vergangenen Jahrzehnte immer wieder deutlich gezeigt – ein nicht zu unterschätzender Garant des sozialen Friedens im Lande darstelle. Die automatische Anpassung der Löhne, Gehälter und Pensionen an die Preisentwicklung einzig und allein als Kostenfaktor zu werten, sei demnach schlicht falsch. Die CGFP jedenfalls werde an ihrer diesbezüglichen Haltung festhalten und keine Zustimmung zu weiteren Modulierungen geben.

Ähnlich verhalte sich die Angelegenheit, was die Anpassung der Renten und Pensionen an die allgemeine Lohnentwicklung angehe. Das sogenannte



Im Mittelpunkt der Diskussionen zwischen den Führungsspitzen von CGFP und DP standen sozialpolitische Themen, die zurzeit die Aktualität beherrschen, mit allen voran der beabsichtigten Reform des öffentlichen Dienstes.

„Ajustement“ dürfe auf keinen Fall mehr ausgesetzt werden. Die CGFP jedenfalls werde alles daran setzen, dass diese Angleichung erneut im gewohnten Zweijahres-Rhythmus erfolge, diene sie doch dazu, den Ruheständlern und Hinterbliebenen ihren gerechten Anteil an der allgemeinen Lohnentwicklung zuzusichern.

Stichwort Bewertungssystem im öffentlichen Dienst: Auch wenn diese Beurteilung jetzt nicht mehr systematisch und in vollem Umfang durchgeführt werden soll, bleibt auch die nun vorgelegte Variante für die CGFP „ein bürokratisches Monster“. Die Verhältnismäßigkeit stimme einfach nicht, heißt es von Gewerkschaftsseite zur Begründung. Auch habe die CGFP nach wie vor berechnete Zweifel, inwieweit eine solche Beurteilung unabhängig von Politik und Parteikarte durchgeführt werden könne. Dies gelte sowohl für den Staatsdienst als auch für den kommunalen Sektor, wo die Bediensteten noch viel näher am politischen Geschehen und damit an den politischen Entscheidungsträgern säßen.

Eine mögliche Herabsetzung der Anfangsgehälter im öffentlichen Dienst wertet die CGFP noch immer als reinen Sozialabbau. Erinnert wurde daran, dass die

öffentlichen Bediensteten, neben allen anderen Beschäftigten, ihren Anteil zur Krisenbewältigung bereits über den Weg der allgemein gültigen Maßnahmen leisteten. Wenn wir auch künftig nur „die Besten“ im öffentlichen Dienst beschäftigen wollten, müssten wir auch bereit sein, „angemessene Gehälter“ zu zahlen. Die CGFP jedenfalls bleibe in dieser Frage äußerst wachsam. Und was die Reform des öffentlichen Dienstes insgesamt betreffe, könne die CGFP keine Zustimmung zu Überlegungen geben, die einzig und allein auf Sozialklausur abzielten.

Äußerst kritisch verfolge die CGFP auch die Entwicklungen im Hinblick auf eine mögliche Pensionsreform. Auffallend sei bei dem nun vorgelegten Modell hauptsächlich eins, und zwar dass die erwogenen Maßnahmen, ähnlich wie die beabsichtigten Herabsetzung der Entschädigung für Beamtenanwärter, wieder einmal zu Lasten der jüngeren Beschäftigten gingen. Ohnehin könne das vorgelegte Modell nur dann erfolgreich umgesetzt werden, wenn es – ganz im Sinne einer wirksamen Bekämpfung der Erwerbslosigkeit – mit einer massiven Schaffung von Arbeits-

plätzen einherginge. Auch nutzten die CGFP-Vertreter die Gelegenheit, noch einmal auf den verfassungswidrigen Ausschluss der öffentlichen Bediensteten von der Möglichkeit auf eine Zusatzpension (nach dem „zweiten Pfeiler“) hinzuweisen, der im Zuge der Neuordnung der Pensionsregime ein für allemal aus der Welt geschafft werden müsse.

Thema Wohnungsbau schließlich: Hier sprach sich die CGFP einmal mehr für „eine breite Debatte“ aus, wie sie die Politik im vergangenen Jahr auch angekündigt hatte. Dass der Wohnungsbau auf einmal „einen grünen Anstrich“ erhalten solle, könne man auf CGFP-Seite vielleicht noch nachvollziehen. Ob Maßnahmen wie die angekündigte Halbierung der Steuervergünstigung bei der Anwendung des „Béllegan Akt“ auf Nichtniedrigenergiehäusern nun der richtige Weg seien, um den Zugang zum Eigenheim zu erleichtern, bleibe für die CGFP allerdings mehr als fraglich.

Die beiden Delegationen kamen abschließend überein, sich in regelmäßigen Abständen zum allgemeinen Meinungsaustausch wieder zu treffen.

s.h.

Beim Wort genommen!

Liebenswürdigkeiten aus der LW-Redaktion (Teil 3)

„(...) wirklichkeitsfremd erscheint auch die Argumentation um die Anfangsgehälter. Würden die Einstiegsgehälter abgesenkt, könnten sich die jungen Staatsdiener kaum noch ein Eigenheim leisten, betonten die CGFP-Vertreter gerne. In den Ohren der vielen Mindestlohnempfänger muss dies klingen wie blanker Zynismus.“

Dani Schumacher, 21.12.2010

„Als der große Sympathieträger gilt die CGFP außerhalb der Beamten-schaft ohnehin nicht.“

Dani Schumacher, 21.12.2010

„Am liebsten wäre es der CGFP so-wieso, alles bleibt, wie es ist.“

Joëlle Merges, 08.02.2011

„Also sagt die Staatsbeamtengewerkschaft Nein zum Leistungsprinzip im öffentlichen Dienst (...) Indem sie die Bewertung an sich kategorisch zurückweist, beweist die Staatsbeamtengewerkschaft, dass sie in der Arbeitswelt

des 21. Jahrhunderts nicht ganz angekommen ist.“

Joëlle Merges, 08.02.2011

„Dabei leuchtet es eigentlich ein, dass die Minister die Löhne der angehenden Staatsbediensteten auf das Maß zurechtstutzen wollen, das tatsächlich in der Gehaltstabelle eingetragen ist.“

Joëlle Merges, 08.02.2011

„Warum heute schon beim Einstieg in den Staatsdienst mehr verdient wird, als gesetzlich vorgesehen, kein Wort.“

Marc Glesener, 09.02.2011

„Nicht jeder Protest artet gleich in einer Revolution aus, und wer (...) in Dommeldingen (...) für die Errungenschaften des öffentlichen Diensts demonstriert, braucht, im Gegensatz zu den Jugendlichen vom Tahrir-Platz, in der Regel nicht die Kugeln der Sicherheitskräfte zu fürchten.“

Joëlle Merges, 24.02.2011

„(...) hat diese Koalition einen Großteil der Last der vor allem den Privatsektor repräsentierenden Bevölkerungsschicht aufgebürdet (...). Nun soll auch endlich einmal die Politik den Beweis erbringen, dass sie den Mut (und die Weitsicht) hat, konsequent dort zu sparen, wo es Sinn macht (...) d.h. bei den Funktionskosten (sprich Personalkosten) beim Staat.“

Marcel Kieffer, 19.03.2011

„Dem Lavieren der Koalition in Sachen Gehälterrevision beim Staat schaut der Bürger mit steigender Verärgerung zu. Und Ungeduld.“

Marcel Kieffer, 19.03.2011

„Auf keinen Fall dürfe das Arbeitspensum für Lehrer erhöht werden, flüstern die Gewerkschaften. Da fragen sich natürlich alle Nicht-Lehrer, wieso eigentlich nicht?“

Laurent Zeimet, 26.03.2011

„Die CGFP will nun doch wieder mit François Biltgen und Octavie Modert reden. (...) Der Minister will erforschen, wo

die Schmerzengrenze seiner Gegenüber liegt. Wir vermuten, dass Biltgen da nicht allzu tief zu bohren braucht.“

Laurent Zeimet, 23.04.2011

„Tessy Scholtes (...) ein weiteres Beispiel für eine Überprotektion des öffentlichen Dienstes“

Marcel Kieffer, 07.05.2011

„Von solchen Pfünden und Privilegien, die (...) quasi auf alle Ämter im öffentlichen Dienst (...) anwendbar sind, können Beschäftigte des Privatsektors sowie Selbstständige nur träumen. (...) Ihre Interessen liegen dem Gesetzgeber offensichtlich weniger am Herzen als jene der Beschäftigten des öffentlichen Dienstes. Es mag letztlich die Erklärung dafür sein, weshalb die soziologische Komposition des Parlaments jene ist, die sie ist.“

Marcel Kieffer, 07.05.2011

„Eine Extrawurst? Sicherlich eine Extrawurst für den öffentlichen Dienst: Doppeltes Gehalt, halbe Arbeit“

Laurent Zeimet, 07.05.2011

Avec La Télé des P&T, vous êtes gâtés.

BOUQUET FAMILIE

BOUQUET VISION

2 bouquets offerts
du 1er au 30/06⁽¹⁾

La Télé des P&T
16€⁽²⁾
par mois

La Télé des P&T | La télé qui s'adapte à votre vie.



Division des Télécommunications - L-2999 Luxembourg - Téléphone gratuit : 8002 8888 - www.tele.lu

ec+ P&TLuxembourg : acteur du développement durable.

(1) Bouquets Vision et Famille offerts aux abonnés Télé des P&T du 1er au 30 juin 2011. (2) Prix valable uniquement pendant un an pour le bouquet de base de la Télé des P&T et ce pour toute souscription jusqu'au 30 juin 2011. Après les 12 premiers mois, le tarif normal soit 19,99€ pour la formule classique ou 23,99€ pour la formule confort s'applique automatiquement. Voir conditions en magasin ou sur www.tele.lu.

Regierung dämpft ihren Pessimismus

Offensichtlich kommt Luxemburg deutlich gestärkt aus der Krise heraus

In der vorigen Ausgabe berichtete „fonction publique“ von der spektakulären Steigerung der Staatseinnahmen in den beiden ersten Monaten dieses Jahres. Ein paar Tage später war die Genesung der Haushaltsfinanzen amtlich: Im 1. Vierteljahr sind die Staatseinnahmen insgesamt um 17% gestiegen. Dieses Wachstum baut auf die starke Erholung von 2010 auf, die gegenüber den Zahlen des Budgetgesetzes 991 Millionen Euro an Mehreinnahmen erbrachte.

Eine eindeutige Bewertung der Lage ist unmöglich, solange die Aufschlüsselung nach Steuerarten geheim bleibt. Und doch haben die Bürger ein Recht auf prompte und ausführliche Information. Die Politik sieht in dieser Information Dynamit, das nicht in die Hände von Laien gehört.

In der „12. Aktualisierung des Stabilitäts- und Wachstumspaktes“, welche die Regierung pflichtgemäß vor dem 1. Mai dieses Jahres der Brüsseler EU-Kommission ablieferte, sieht die Lage Luxemburgs immerhin schon viel positiver aus. Das 33-seitige Dokument räumt sinngemäß ein, dass man in Sachen Staatsfinanzen amtlicherseits viel zu düster gesehen hatte.

Für das Haushaltsjahr 2010 wurde das Defizit nach Maastricht-Berechnung, also für die Gesamtverwaltung mit Gemeindesektor und Sozialversicherungen, im Herbst 2009 bei der Aufstellung des Budgetgesetzes noch auf -4,4% des Bruttoinlandproduktes (BIP) geschätzt, bevor man die Erwartungen im April 2010 auf -3,9% und im Oktober auf -2,1% reduzierte.

Nun liegen die provisorischen Haushaltszahlen vor und – siehe, siehe! – das Ergebnis lautet -1,7%. Dabei ist hervorzuheben, dass die beschlossenen Steuererhöhungen und Sparmaßnahmen vom letzten Herbst noch keine Auswirkungen auf die Konten von 2010 hatten. Die CGFP lag demnach absolut richtig, als sie vor einem Jahr in den Tripartite-Sitzungen zusammen mit den andern Gewerkschaften eine harte Linie fuhr mit dem Argument, die Zahlen auf dem Tisch seien offensichtlich nicht zutreffend.

Die amtliche Prognose für den Maastricht-Saldo des laufenden Jahres 2011 betrug vor einem Jahr -5,0% (bei unveränderter Politik) beziehungsweise -3,0% (mit den vorgeschlagenen schweren Krisenmaßnahmen). Im Herbst beim Vorlegen des Haushaltsprojektes galt -1,2% und heute nur noch -1,0% des BIP. Angesichts der jüngsten Entwicklung der Staatseinnahmen und dank des verbesserten Wirtschaftswachstums ist davon auszugehen, dass in Wirklichkeit der Maastricht-Saldo für 2011 ausgeglichen sein wird.

Bei den Konten des Zentralstaates nach der Praxis der Budgetgesetzgebung verbleibt unter Umständen noch ein kleines Defizit. Der Wirtschaftsaufschwung wird die Gesundung der Staatsfinanzen aber schnell vorantreiben.

Vor einem Jahr sah die Regierung unsere Staatsverschuldung bis 2014 auf 34,5% des BIP anwachsen, nun aber hat sie den EU-Behörden nur noch eine Verschuldungsrate von 22,7% per 2014 gemeldet, was uns dennoch als zu hoch erscheint. (Wenn wir uns anmaßen, hier Prognosen zu

stellen, sei darauf verwiesen, dass die Vorausschätzungen zur Entwicklung der Staatsfinanzen seitens von CGFP, „fonction publique“ und Staatsbeamtenkammer stets näher am tatsächlichen Ergebnis lagen als jene der Regierung.)

Aus den amtlichen Fehleinschätzungen ist jedenfalls zu schlussfolgern, dass das letztjährige Spar- und Steuerpaket eine fragwürdige Entscheidung war, nicht nur aus sozialer Sicht, sondern auch volkswirtschaftlich. Diese Maßnahmen haben zu einem kritischen Zeitpunkt die Kaufkraft und damit die Nachfrage geschwächt und so das Wachstum abgebremst, und zudem haben sie erforderliche Infrastrukturinvestitionen unnötigerweise hinausgezögert.

Die CGFP muss daher verlangen, dass die vorgenommenen Steuererhöhungen ab Ende dieses Jahres rückgängig gemacht werden, genauso wie die Index-Manipulationen ein Ende finden müssen. Die Austeritätsschritte wurden mit einem Verlust der Wettbewerbsfähigkeit begründet, von dem jeder jetzt weiß, dass er nur „Gesäusel“ ist, ein reines Propagandaprodukt der Unternehmerlobby.

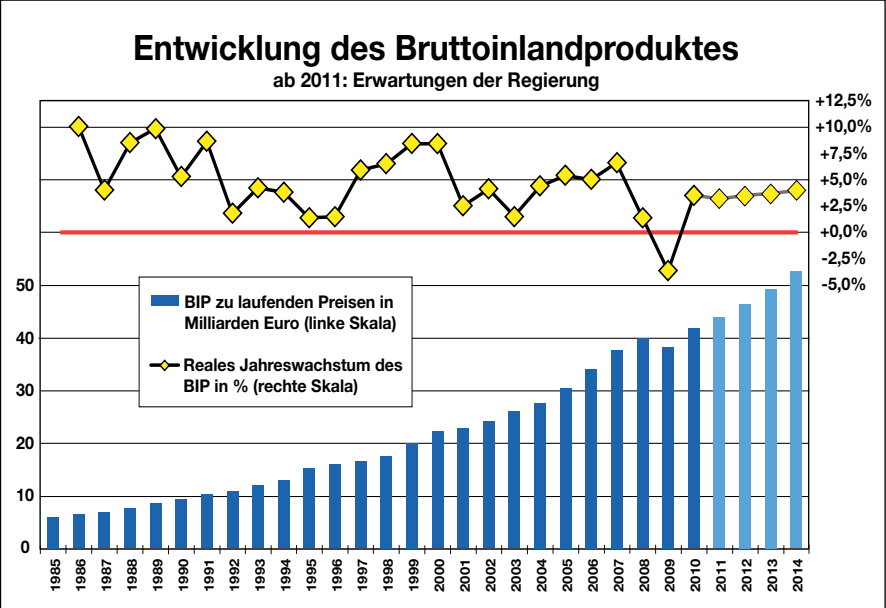
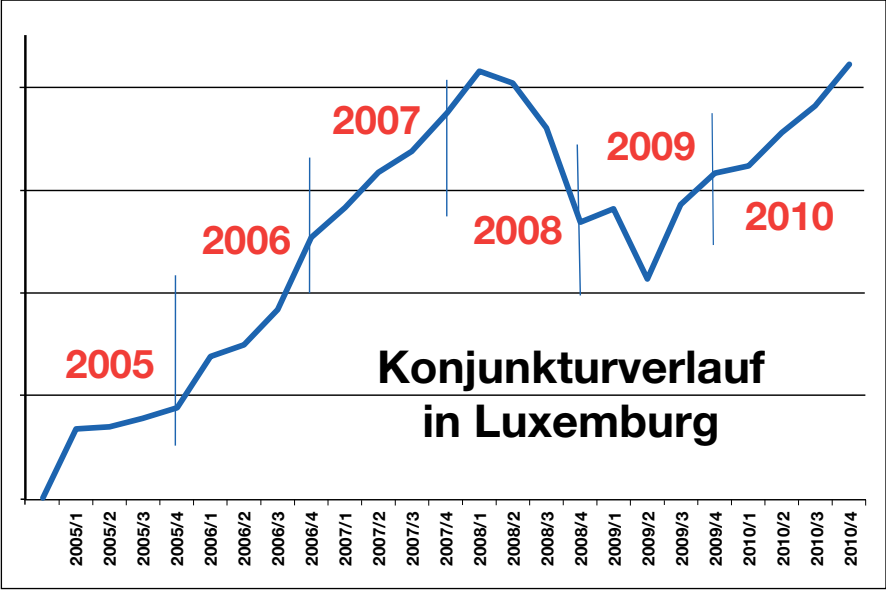
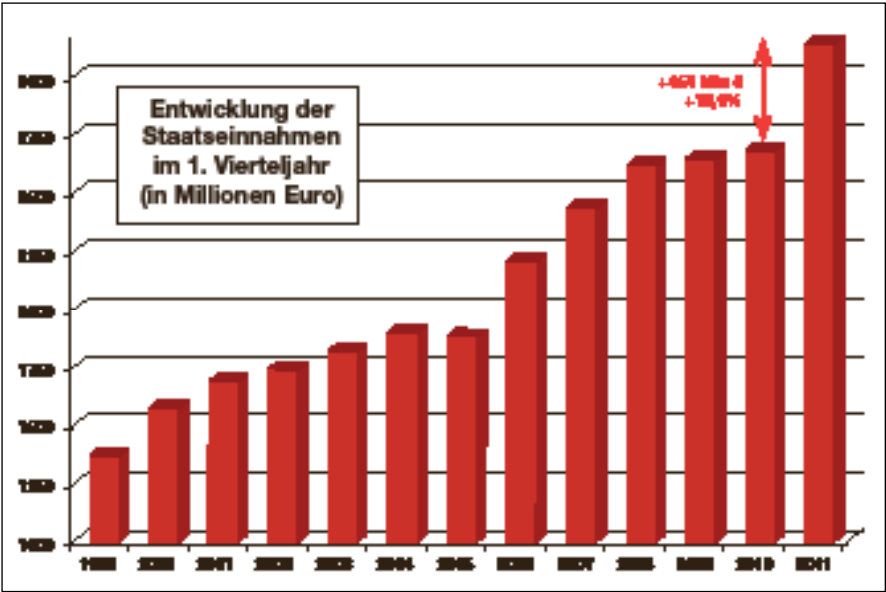
In ihrem Bericht an Brüssel meldet die Regierung vor allem günstigere Zahlen zum Wirtschaftswachstum der kommenden Jahre. Bekanntlich wird derzeit die Entwicklung des BIP für 2010 auf +3,5% geschätzt, während die Regierung letztes Jahr noch eine Entwicklung von +2,5% für 2010 vorhergesagt hatte.

Für 2011 lag die letzte Statec-Prognose bei +3,0%: Die Regierung sieht das Ergebnis nun bei +3,2%, in einem Korridor zwischen +2,6% und +3,8%. Vor allem erwartet sie für die drei nächsten Jahre eine kontinuierliche Erholung, die für 2014 ein Tempo zwischen +3,5% und +4,5% erreichen soll, gegenüber einem gesamteuropäischen Wachstum zwischen +1,8% und 2,8%.

Der neue Realitätssinn der Regierung verwirrt einige Parlamentarier. Die einen glauben, sich über einen mutmaßlichen „politischen Paradigmenwechsel“ wundern zu müssen, eine geschwollene Phrase, für die sich das Volk nichts kaufen kann. Andere müssen fürchten, dass der angeblich überschwere Rucksack für unsere Jugend von morgen nur mit Luft gefüllt ist. So gehen allen Befürwortern des Sozialabbaus auch die letzten Argumente, die hohlen Sprüche und die simplen Clichés aus. Es ist dabei wie mit der ominösen Rentenmauer, die sich nach hinten zurückzieht, weil die Zahl der Beschäftigten schneller wächst als vorausgesagt.

Unter der Voraussetzung, dass uns die Energiepreise nicht davonlaufen durch regional- und geopolitische Unruhen in der muslimischen Welt und anderswo und dass die maroden Staatskassen in Südeuropa keine unerwarteten desaströsen Konsequenzen für den europäischen Gesamtmarkt erzeugen, kann man durchaus davon ausgehen, dass das tatsächliche Wirtschaftswachstum in Luxemburg auch die günstigsten Regierungsprognosen noch übertreffen wird.

Selbst wenn dies nicht der Fall sein sollte, ist davon auszugehen, dass die Staatsfinanzen sich schneller erholen,



als es die Regierung prophezeit. Seit langem liegen die Einnahmen Jahr um Jahr viel höher als amtlich vorhergesagt. Unsererseits vertrauen wir fest darauf, dass auch heute die Regierung so weit daneben liegt wie in den vergangenen Jahrzehnten.

Dafür gibt es einen weiteren Hinweis. Eng mit dem Wirtschaftswachstum verzahnt ist die demographische Entwicklung des Landes. Diesbezüglich erfahren wir jetzt, dass die Einwohnerzahl im letzten Jahr um +9.700 Personen auf 511.800 Personen zugelegt hat. Die dabei festgestellte Expansionsrate von +1,9% stellt eine deutliche Beschleunigung dar.

Wenn immer wieder, etwa in der Rentendebatte, ein bevorstehendes Abflauen oder gar ein Ende der Einwanderung in Aussicht gestellt oder für möglich gehalten wird, so erwiesen sich diese Spekulationen immer wieder als realitätsfremd. Ja, wenn die Märchentante Fedil wirklich Recht hätte und die Wettbewerbsfähigkeit tatsächlich futsch wäre, jaaa, dann würden nicht jährlich 8.500 bis 9.000 zusätzliche Arbeitsplätze geschaffen und es kämen nicht 4.000 Grenzgänger und 9.700 Einwohner hinzu.

Die politischen Entscheidungen aber bauen leider in vielen Hinsichten auf Legenden statt auf Tatsachen auf. Die längerfristige Landesplanung geschieht auf Grund von Untersuchungen wie dem letztes Jahr veröffentlichten Dokument „Projection socio-économique 2010-2060“. Dieser Prognose muss ein extremer Pessimismus bescheinigt werden, sieht die positivste ihrer verschiedenen Hochrechnungen doch ein Bevölkerungswachstum von maximal 5.900 zusätzlichen Einwohnern pro Jahr vor, während die weniger günstigen sogar von einem schnellen Rückgang der Zuwanderung und sogar einer totalen Stagnation ab 2025 ausgehen.

Tatsächlich haben wir nun bereits 2013 das Niveau erreicht, das laut Planspiel bestenfalls 2015 erreicht werden sollte, und 2016 erreichen wir die Zahlen, die für 2020 eingeplant waren. Auf diese Weise wird Luxemburg bei den erforderlichen Infrastrukturen noch jahrzehntelang hinter den Bedürfnissen hinterherhinken.

Unsere amtlichen Anguren leiden an chronischem Pessimismus. Wir aber wollen vor allem keinen Sozialabbau wegen falsch geschätzter Zahlen.

P.

RECRUTEMENTS AUPRES DE L'ETAT

LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE ORGANISERA AU COURS DES MOIS DE JUIN ET DE JUILLET 2011 DES EXAMENS-CONCOURS PAR VOIE DE RECRUTEMENT EXTERNE.

CARRIÈRE SUPÉRIEURE ADMINISTRATIVE M/F

Relevé des vacances de poste:

1 Ministère de la Famille et de l'Intégration - Service national d'Action sociale **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en sciences humaines, en sciences sociales ou en sciences naturelles
(Poste à temps partiel 50%)

1 Ministère de la Sécurité sociale - Inspection générale de la Sécurité sociale
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en droit *

1 Administration des Contributions directes
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en droit * ou en économie

1 Caisse nationale d'Assurance Pension **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en mathématiques

1 Caisse nationale de Santé **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en droit *

1 Caisse nationale de Santé **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en gestion d'entreprise, en informatique, en mathématiques, en statistiques ou une formation d'ingénieur diplômé

1 Centre commun de la Sécurité sociale **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en droit *

2 Institut Luxembourgeois de Régulation **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en économie

1 Institut Luxembourgeois de Régulation **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en économie ou en économétrie

1 Institut Luxembourgeois de Régulation **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en droit *

1 STATEC **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en démographie

1 STATEC **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en économie ou en économétrie

DATE DE L'EXAMEN-CONCOURS:
Jeudi, le 30 juin 2011

DÉLAI D'INSCRIPTION:
Vendredi, le 3 juin 2011

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:
247-83146, 247-83148, 247-83139

CARRIÈRE SUPÉRIEURE SCIENTIFIQUE M/F

Relevé des vacances de poste:

2 Administration des Bâtiments publics **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en architecture

1 Administration des Contributions directes
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en informatique

1 Administration des Douanes et Accises
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en informatique

2 Administration de l'Environnement **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en ingénierie dans le domaine des technologies de l'environnement

1 Administration Judiciaire - Service central d'Assistance sociale
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en psychologie

1 Administration pénitentiaire **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en psychologie
(Poste à temps partiel 25%)

1 Bibliothèque nationale de Luxembourg ** (Carrière du conservateur)
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en lettres ou en sciences humaines

1 Centre des Technologies de l'Information de l'Etat ** (Placement à la Bibliothèque nationale de Luxembourg)
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en informatique

1 Centre des Technologies de l'Information de l'Etat **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en informatique

3 Centre commun de la Sécurité sociale **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en informatique, en mathématiques ou une formation d'ingénieur diplômé

1 Institut luxembourgeois de Régulation **
Formation demandée: Un cycle universitaire complet de quatre années en télécommunications ou en électrotechnique

DATE DE L'EXAMEN-CONCOURS:
Mardi, le 28 juin 2011

DÉLAI D'INSCRIPTION:
Vendredi, le 3 juin 2011

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:
247-83146, 247-83148, 247-83112

TECHNICIEN DIPLOMÉ M/F

Relevé des vacances de poste:

1 Administration de la Navigation aérienne ** - Service météorologique

1 Administration de la Navigation aérienne ** - Service du contrôle de la circulation aérienne

Diplôme requis: Les candidat(e)s pour la carrière du technicien diplômé doivent être détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un certificat d'études reconnu équivalent.

Le(la)candidat(e) qui n'est pas à la date de l'envoi de sa demande en possession du diplôme d'études requis, pourra présenter sa demande de participation à condition d'indiquer clairement les études poursuivies et de produire le résultat obtenu dès réception et dans tous les cas deux jours avant la date de l'examen-concours.

Les candidats retenus pour ces postes devront suivre une formation de 18 à 24 mois à l'étranger (France/Allemagne). Le travail est organisé par équipes successives.

DATE DE L'EXAMEN-CONCOURS:
Vendredi, le 8 juillet 2011

DÉLAI D'INSCRIPTION:
Vendredi, le 3 juin 2011

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:
247-83115, 247-83148, 247-83146

RÉDACTEUR M/F

Relevé des vacances de poste:

1 Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

1 Administration des Bâtiments publics **

3 Administration Judiciaire

2 Administration Judiciaire
(Postes à temps partiel 50%)¹

3 Caisse nationale d'Assurance Pension **

2 Caisse nationale de Santé **

1 Musée national d'Histoire et d'Art **

Diplôme requis: Les candidats pour la carrière du rédacteur doivent être détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un certificat d'études reconnu équivalent.

Le(la)candidat(e) qui n'est pas à la date de l'envoi de sa demande en possession du diplôme d'études requis, pourra présenter sa demande de participation à condition d'indiquer clairement les études poursuivies et de produire le résultat obtenu dès réception et dans tous les cas deux jours avant la date de l'examen-concours.

DATE DE L'EXAMEN-CONCOURS:
Vendredi, le 8 juillet 2011

DÉLAI D'INSCRIPTION:
Vendredi, le 3 juin 2011

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:
247-83148, 247-83146, 247-83110

¹ Les candidats sont tenus d'indiquer dans leur demande s'ils optent soit pour une tâche complète soit pour un service à temps partiel correspondant à 50% d'une tâche complète.

* Le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois est exigé.
** Ces postes sont ouverts à des ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne.
La connaissance des trois langues administratives du pays est obligatoire.
Pour tous les autres postes vacants la nationalité luxembourgeoise est requise.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

INFORMATIONS GÉNÉRALES COMMUNES

Les relevés pourront être modifiés ou complétés suite à des autorisations d'engagement supplémentaires et suite à des autorisations de remplacement de postes devenus vacants. Les modifications peuvent être consultées sur le site internet www.fonction-publique.public.lu

Les intéressé(e)s voudront adresser leur demande de participation au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative - Recrutement Fonctionnaires - 63, avenue de la Liberté B.P. 1807 L-1018 Luxembourg

Les intéressé(e)s voudront indiquer dans leur demande à quel(s) examen(s)-concours ils/elles désirent prendre part.

Les candidats qui désirent participer à plusieurs examens-concours voudront envoyer une seule demande.

La demande de participation doit obligatoirement être accompagnée

- du numéro matricule national complet de 11 chiffres
- d'un extrait de l'acte de naissance
- d'une copie de la carte d'identité ou du passeport
- d'un extrait du casier judiciaire datant de moins de deux mois
- d'un Curriculum Vitae - le formulaire prescrit est disponible sur le site internet www.fonction-publique.public.lu
- d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis (carrières rédacteur, technicien diplômé)
 - d'une copie du certificat de fin d'études secondaires (carrières supérieures administrative et scientifique)
 - d'une copie du diplôme universitaire (carrières supérieures administrative et scientifique)
 - d'un arrêté d'homologation ou d'une inscription au registre des titres des diplômes universitaires à délivrer par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (introduction du dossier auprès du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au plus tard le 8 juin 2011) (carrières supérieures administrative et scientifique)

Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en compte.

Le Ministère fera parvenir aux candidat(e)s, après réception de leur demande, le programme détaillé de l'examen-concours.

Les épreuves préliminaires en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu sur convocation et préalablement aux épreuves écrites (**uniquement pour les candidat(e)s qui présentent un certificat de fin d'études secondaires étranger**).

(Communiqué par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative)

www.fonction-publique.public.lu

Kurzinterview

„Latte hoch legen“

CGFP-Nationalpräsident Emile Haag im Gespräch



„Die im öffentlichen Dienst Beschäftigten müssen ihre Arbeit frei und unabhängig von Politik und Parteikarte erledigen können“, kritisiert CGFP-Nationalpräsident Emile Haag das von Regierungsseite gewollte Bewertungssystem

fonction publique: Herr Haag, seit Anfang Mai verhandelt die CGFP wieder mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern im Hinblick auf eine grundlegende Reform der öffentlichen Verwaltung. In den CGFP-Stellungnahmen findet der Begriff „Gehälterrevision“ seit geraumer Zeit kaum noch Anwendung – Wieso eigentlich nicht?

Emile Haag: Sie haben die Antwort soeben selber geliefert: Die geplante Reform geht weit über eine Gehälterrevision hinaus. Bestimmte Laufbahnen sollen aufgrund von europäischen Verpflichtungen aufgewertet werden – und das ist auch gut so. Darüber hinaus beinhaltet das Regierungspapier eine ganze Reihe statutarischer Fragen. Wie Sie ganz richtig bemerken, stehen wir hier in der Tat vor einer grundlegenden Reform des öffentlichen Dienstes...

fonction publique: ...die allerdings nicht so ganz nach Ihrem Geschmack ist...

Emile Haag: Lassen Sie mich es so sagen: Aufgabe einer Gewerkschaftsorganisation ist es von Haus aus, für eine Besserstellung ihrer Mitglieder einzutreten. Dabei kann es sowohl um moralische und statistische Verbesserungen als auch um finanzielle Aufbesserungen gehen. Meines Erachtens ist es aber eine verkehrte Welt, mit der wir es gerade jetzt zu tun haben. Diesen Eindruck muss man gewinnen, wenn man das Maßnahmenpaket einmal genauer unter die Lupe nimmt. Hier geht es – von einigen wenigen Punkten abgesehen – darum, weitreichende Verschlechterungen bestmöglich abzuwehren. Das ist die primäre Aufgabe einer Gewerkschaft.

fonction publique: Über den Inhalt der mit der Regierung geführten Gespräche möchten Sie keine Einzelheiten bekannt geben...

Emile Haag (schmunzelt): Wenn wir uns mit der Regierung in einem Punkt einig sind, dann darüber, dass während der Dauer der Verhandlungen Details nicht in der breiten Öffentlichkeit kommentiert werden sollen.

fonction publique: Und zum Verlauf der Gespräche, können Sie uns etwas dazu sagen?

Emile Haag: Schauen Sie: Entscheidend ist doch die Tatsache, dass überhaupt wieder verhandelt wird. Nach mehrmonatigem Verhandlungsstillstand wird erneut mit einander gesprochen.

Dass dabei nicht in allen Punkten Übereinstimmung besteht, muss doch ein jeder verstehen. Dennoch bleibe ich dabei, dass die Gespräche, wenn auch kontrovers, trotz allem konstruktiv geführt werden.

fonction publique: Voraussetzung für die CGFP, erneut an den Verhandlungstisch zurückzukehren, war die Zusicherung von Regierungsseite, „wirkliche Verhandlungen“ führen zu wollen. Was unterscheidet die derzeitigen Unterredungen mit den Regierungsvertretern denn von den Ende vergangenen Jahres geführten Gesprächen?

Emile Haag: Sie haben genau die richtige Wortwahl getroffen. Im vergangenen Jahr wurde mit einander gesprochen, jetzt soll wieder verhandelt werden. Ich möchte bei dieser Gelegenheit unseren Premierminister zitieren, der in seiner am 6. April in der Abgeordnetenkammer gegebenen Erklärung zur Lage der Nation ganz treffend bemerkt hat, dass Verhandlungen kontrovers geführt werden und bis zum Schluss ergebnisoffen bleiben müssen – und dass niemand dem anderen seine Meinung aufdrängen dürfe. Ich kann dieser Einschätzung nur beipflichten...

fonction publique: Noch einmal die Frage an Sie: Wie kann man sich den Verlauf der Verhandlungen konkret vorstellen?

Emile Haag: Wie eben bemerkt, werden die Gespräche durchaus konstruktiv geführt. Der Maßnahmenkatalog ist umfangreich, gar keine Frage. Und in unseren Zusammenkünften mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern versuchen wir, die verschiedenen Punkte, einer nach dem anderen, abzuarbeiten. Pro- und Contra-Argumente werden im gegenseitigen Respekt ausgetauscht. Was am Ende herauskommen wird, ist allerdings noch offen.

fonction publique: Dass noch keiner der Gesprächsteilnehmer den Verhandlungstisch wieder verlassen hat, lässt auf ein zufriedenstellendes Ergebnis für beide Seiten hoffen...?

Emile Haag: Das muss sich erst noch zeigen.

fonction publique: Stichwort Gehälterverhandlungen: CGFP-Generalsekretär Romain Wolff hat im „fp“-Gespräch unterstrichen und auch schon vor der Presse betont, dass eine weitere Nullrunde für die CGFP nicht in Frage komme. Der Regierungschef hingegen hat in seiner Erklärung zur Lage der Nation Punktwerterrhöhungen bis ins Jahr 2014 ausgeschlossen. Wie wollen Sie da auf einen gemeinsamen Nenner kommen?

Emile Haag: Ganz einfach: Mit Argumenten. Ich darf daran erinnern, dass sich unser Premierminister dabei auf Aussagen einer Handvoll Parlamentarier berufen hat, die auf eine Zeit zurückgehen, in der die Welt noch eine ganz andere war. Stellen Sie sich nur einen Augenblick vor, die Lage hätte sich seit 2008 weiter verschlechtert: Dann würde die Politik völlig zu Recht sagen, es müsse nachgebessert, sprich es müssten weitere Einschnitte in Kauf genommen werden. Nun hat sich die Situation aber bedeutend verbessert. Alle Parameter zeigen nach oben. Dann müssen wir aber auch bereit sein, dieser Entwicklung Rechnung zu tragen. Die kam ja auch nicht von ungefähr: Als Steuerzahler und Arbeitnehmer haben wir alle unseren Beitrag zu dieser Entwicklung geleistet – auch die im öffentlichen Dienst Beschäftigten. Das wird gerne unterschlagen...

fonction publique: Sie haben in der Tat schon des Öfteren darauf hingewiesen, insbesondere auch in Ihren Leitartikeln, dass der öffentliche Dienst gleich mehrfach zur Kasse gebeten würde. Wie darf man das verstehen...?

Emile Haag: Nun, zum einen haben die öffentlichen Bediensteten – genau wie die Beschäftigten aus der freien Wirtschaft – ihren Beitrag zur Krisenbewältigung im Zuge der allgemein gültigen Maßnahmen wie Krisenabgabe, Anpassung der Solidaritätssteuer u.Ä. bereits geleistet. Zum anderen hat die Politik, wie eben erwähnt, Nullrunden in den Gehälterverhandlungen in Aussicht gestellt. Und schließlich soll nun auch noch die Reform des öffentlichen Dienstes dazu genutzt werden, die dort Beschäftigten zu schröpfen. Dass die CGFP dazu ihre Zustimmung nicht geben kann, muss einem jeden, der guten Willens ist, doch einleuchten...

fonction publique: ...und nicht zu vergessen die parallel dazu noch vorgesehene Pensionsreform...

Emile Haag: ...die ebenfalls Verschlechterungen, insbesondere für die jüngeren Generationen beinhaltet. Wenn es darum geht, Einschnitte durchzusetzen, wird uns immer wieder gesagt, wir dürften die zukünftigen Generationen nicht belasten. Was aber passiert hier? – Genau wie bei der vorgesehene Herabsetzung der Entschädigung für Beamtenanwärter während ihrer „Stage“-Zeit gehen auch die im Rahmen der Pensionsreform beabsichtigten Maßnahmen weitgehend zu Lasten der jüngeren Generationen. Uns wird gesagt: Wer bereit sei, länger zu arbeiten, brauche später auch keine Verschlechterungen in Kauf zu nehmen. Nun: Die auf Gewerkschaftsseite aufgestellten Berechnungen zeigen, dass dies pauschal so nicht stimmt. Ich denke, hier gibt es noch eine Menge Diskussions- und Aufklärungsbedarf seitens der Regierung. Die CGFP jedenfalls ist bereit, sich konstruktiv in die Debatte einzubringen.

fonction publique: Kommen wir auf die geplante Reform des öffentlichen Dienstes zurück: Die CGFP spricht in einer ihrer Stellungnahmen von massivem Sozialabbau, der bereits beschlossene Sache sei...

Emile Haag: Die Regierungsseite spricht immer wieder von einer erforderlichen Modernisierung des öffentlichen Dienstes und der Notwendigkeit, die öffentliche Funktion den heutigen Gegebenheiten anzupassen. Diese Schlagwörter werden nicht standhalten. Dass wir bereits jetzt über einen hochwertigen und im EU-Vergleich äußerst wirksamen öffentlichen Dienst verfügen, wird uns in internationalen Studien immer wieder bescheinigt. Wir jedenfalls können uns des Eindrucks nicht erwehren, dass hier massive Verschlechterungen durchgesetzt werden sollen. Unter dem Deckmäntelchen einer vermeintlichen Modernisierung strotzt die geplante Reform nur so von Sozialabbau. Das können und werden wir als CGFP nicht zulassen. Um es noch einmal ganz deutlich zu sagen: Gegen Verbesserungen und punktuelle Anpassungen haben auch wir nichts einzuwenden. Ganz im Gegenteil. Nur sind wir der Auffassung, dass man dafür das Rad nicht neu erfinden muss. Stattdessen sollte auf Bestehendem aufgebaut werden. Mit dem derzeitigen bewährten Beamtendienstrecht haben wir eine solide Grundlage dafür.

fonction publique: Die CGFP hat in diesem Sinne Alternativvorschläge vorgelegt...

Emile Haag: ...die offensichtlich bis heute nicht wahrgenommen wurden. Allein dieser Umstand lässt tief blicken.

fonction publique: Konkret die Frage an Sie: Wie könnte man Ihres Erachtens die Qualität der öffentlichen Funktion und damit der angebotenen Dienstleistungen denn noch weiter verbessern?

Emile Haag: Ich denke, man sollte die Sache an der Wurzel anpacken. Wer weiterhin einen hochwertigen öffentlichen Dienst gewährleisten will, braucht in erster Linie gut ausgebildete Beamte, die den vielfältigen Aufgaben und Herausforderungen der Zukunft gerecht werden können und nach transparentem und objektivem Rekrutierungssystem angeworben werden. Die Ausbildung der öffentlichen Bediensteten beginnt aber nicht erst während ihres Praktikums...

fonction publique: ...sondern bereits in unseren Schulen und Lyzeen...

Emile Haag: So ist es.

fonction publique: Womit wir beim allgemeinen Bildungssystem angelangt wären...

Emile Haag: ...das ebenfalls auf einem hochwertigen Niveau gehalten werden muss. Alles andere wäre fatal – für die Jugend und für das Land. Früher oder später bekämen wir die Quittung dafür und müssten die Zeche bezahlen. Ich zitiere in diesem Zusammenhang immer wieder gerne ein Beispiel aus der Sportwelt: Wenn ein Leichtathlet den Sprung über die Latte schaffen will, muss er dafür hart trainieren. Wer auf dem Siegerpodest stehen will, muss seine Leistungen steigern, nicht herabsetzen. Und genauso verhält sich die Sache in unseren Schulen. Die Latte niedriger zu legen, nur damit so viele Schüler wie möglich den Sprung – in diesem Fall das Abschlussexamen – schaffen, wäre sicherlich die falsche Entscheidung. Und was für unsere Schulen zählt, gilt im besonderen Maße auch für den öffentlichen Dienst und die dort Beschäftigten...

fonction publique: Stichwort Mehrsprachigkeit...

Emile Haag: Genau – ein Standortvorteil, auf den wir keinesfalls verzichten dürfen. Gerade in diesem Punkt Abstriche machen zu wollen, wäre wieder einmal verhängnisvoll.

fonction publique: Aus all dem geht deutlich hervor, dass Sie ganz klar am Leistungsprinzip festhalten wollen.

Emile Haag: Unbedingt. Und deshalb waren und sind wir als CGFP ja auch so erbost, wenn – auch in bestimmten Medien – die Begriffe „Leistungsprinzip“ und „Bewertungssystem“ mit einander verwechselt werden. Um es noch einmal ganz deutlich auf den Punkt zu bringen: Wir sind mit Sicherheit die ersten, die für Leistung im öffentlichen Dienst einstehen. Dem geplanten Bewertungsmechanismus hingegen stehen wir nach wie vor äußerst kritisch gegenüber, und zwar weil die Gefahr einer subjektiven und parteipolitisch gefärbten Beurteilung einfach zu groß ist. Die im öffentlichen Dienst Beschäftigten müssen ihre Arbeit frei und unabhängig von Politik und Parteikarte erledigen können. Das gilt für den Staatsdienst, aber auch für den kommunalen Sektor, wo die Beschäftigten noch viel näher am politischen Geschehen sitzen.

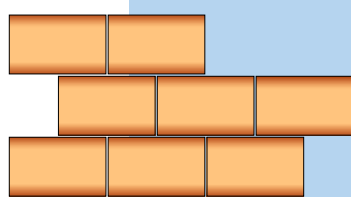
fonction publique: Herr Haag, haben Sie vielen Dank für dieses Gespräch.

Die Fragen stellte Steve Heilliger

CGFP-Baukredit



**Ihr
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP 

StandPunkte



Romain Wolff,
CGFP-General-
sekretär

Wo bleibt die Transparenz?

Die Ausgaben des Luxemburger Staates scheint unser Finanzminister gut im Griff zu haben, und die Einnahmen bewegen sich in nie da gewesenen hohen Sphären. Und: Laut Jahresbericht 2010 der Luxemburger Steuerverwaltung stammen beachtliche 46% der Einnahmen des Staates aus rein direkten Steuern aus der Rubrik „impôt retenu sur traitements et salaires“, also von den Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern. Und trotz alldem wird uns von Regierungsseite beständig gesagt, die bestehenden Sparmaßnahmen müssten beibehalten und darüber hinaus müssten zusätzliche Austeritätsmaßnahmen getroffen werden.

Wie das aussehen könnte, deutet sich am Horizont schon eindeutig an: Neben den besonders für alle Arbeitnehmer bestehenden Maßnahmen seien hier die erneut von der CGFP bei Bekanntwerden kritisierte, von der Regierung angekündigte Halbierung des „bëllegen Akt“ – vornehmlich auf Kosten von jungen Familien – neben einer großen Anzahl beabsichtigter Sonderopfer der im öffentlichen Dienst Beschäftigten – ganz besonders, aber nicht ausschließlich auf Kosten junger Menschen – genannt.

Die Ausgaben werden gekürzt, indem die Einkommensstrukturen, geht es nach dem Willen der Regierung, im öffentlichen Dienst nach unten angepasst werden sollen, was mittelfristig auch unmittelbare Auswirkungen auf die Gehälter der Beschäftigten in der Privatwirtschaft haben wird.

Im gleichen Atemzug werden einseitig die Steuern der Privathaushalte erhöht, was notgedrungen zu einer beständigen Abnahme ihrer Kaufkraft führt, die Immobilienpreise bewegen sich weiter auf einem historisch hohen Niveau, die Zinsen steigen und das Überschuldungsrisiko – besonders junger Menschen – steigt konstant an.

All dies ist, in Anbetracht der jetzt vorliegenden Zahlen (über die Verwendung der ausgegebenen Gelder werden immer noch nicht von der Regierung die benötigten Details geliefert) für den Durchschnittsbürger, kaum noch nachvollziehbar. Unverständlich ist des Weiteren auch die von keiner Seite widersprochene Ankündigung des Finanzministers, die staatlichen Zahlen würden jetzt, anstatt monatlich, nur noch alle drei Monate der Öffentlichkeit vorgestellt.

Ganz vergessen scheint heute schon zu sein, weshalb die Verschuldung der Staaten in Europa und darüber hinaus überhaupt in den letzten beiden Jahren zum Teil kräftig zugenommen hat: Im Zuge der Finanzkrise, welche sich im Nachhinein zu einer regelrechten Wirtschaftskrise entwickelte, stellten die jeweiligen Staaten horrenden Summen, praktisch über Nacht, in arge Bedrängnis geratenen Bankinstituten zur Verfügung, die, nebenbei bemerkt, heutzutage bereits wieder beträchtliche Gewinne einfahren, um damals ihr Überleben zu sichern.

Mal ganz davon abgesehen, dass die Arbeitnehmer durch höhere Steuern und niedrigere Löhne offensichtlich die ganze Zeche dieser nicht von ihnen verschuldeten Krise bezahlen müssen, bleibt die Frage, in Anbetracht der besorgniserregenden haushaltspolitischen Zustände in einigen Ländern der Eurozone, auf welche Art und Weise ein mehr oder weniger ausgeglichener Staatshaushalt schnellstmöglich wieder hergestellt werden kann.

Die einfachsten Mittel zu diesem Zweck sind uns alle hinreichend bekannt: Bestehende Steuern werden für natürliche Personen erhöht, und nebenbei werden neue Steuerarten eingeführt, die, wie zum Beispiel die längst überflüssige Krisenabgabe, ausnahmslos die Arbeitnehmer treffen, deren Kaufkraft schwächen, dementsprechend schlecht für den einsetzenden Konjunkturaufschwung sind und, als Nebeneffekt, die administrative

Vereinfachung ad absurdum führen. Die nicht wirklich transparenten Steuersysteme, die tagtäglich, anstatt immer einfacher zusehends komplexer werden, und aus diesem Grunde zu jedweden, für das Allgemeinwohl abträglichen Nebeneffekten führt (z. B. Mehrwertsteuerbetrug in der EU von über 100 Milliarden EURO jährlich, für dessen Bekämpfung offensichtlich weiterhin jeglicher politischer Wille fehlt) und solche komplizierten und arbeitsaufwendigen Steuern führen zu einer Arbeitsmehrbelastung der vorhandenen Finanzbeamten, deren Arbeitsplätze in vielen Ländern Europas, rein um die Ausgaben zu kürzen, entweder zum Teil beträchtlich abgebaut werden, oder deren Gehälter, aufgrund der desaströsen Situation verschiedener Staatshaushalte, reduziert werden. Sie werden also viel zu oft als Kostenfaktor betrachtet und nicht als das, was sie eigentlich sind: Ein Gewinn für den Staat und die ganze Gesellschaft, was sich ganz klar im Moment der rapiden Krisenbewältigung wieder deutlich bewiesen hat.

Doch zurück nach Luxemburg: Die finanzielle Lage des Staates ist, laut offiziellen Zahlen, alles andere als desaströs, und der öffentliche Dienst beweist jeden Tag auf ein Neues, dass er dank motivierter Beamten und Angestellten überaus gut funktioniert. Dies müsste es eigentlich gelten, erhalten zu werden.

Dennoch will die Regierung den bei Staat und Gemeinden Bediensteten (und darüber hinaus) unzumutbare Sonderopfer abverlangen, und es scheint so, dass die Regierung mittels einer Statuten- und Gehälterreform, ohne zwingenden Grund, vieles auf den Kopf stellen will, was sich in den letzten Jahrzehnten immer wieder bewährt hat. Gewerkschaftlich hart Er kämpftes soll offensichtlich mit einem Federstrich einfach weggewischt werden. Trotz glänzender Staatseinnahmen im ersten Trimester 2011 sieht es so aus, als ob sie an einem willkürlichen Sozialabbau im öffentlichen Dienst festhalten wolle, für den es nicht in geringster Weise irgendeine Legitimation gibt.

In wieweit die jetzt geführten Gespräche und die daraus erfolgenden Verhandlungen von Erfolg gekrönt sein werden, liegt jetzt ganz und gar in den Händen der Regierungsvertreter.

In seiner Erklärung zur Lage der Nation hat der Staatsminister treffend bemerkt: „Dialog heescht net, datt ee seng Ideeën eesäiteg duerchsetzt.“ Ob die Regierung dies auch beherzigt, muss sich erst zeigen.

Bleibt die berechnete, bis jetzt unbeantwortete und daher leicht beunruhigende Frage, in wieweit uns, der Bevölkerung, Details und Informationen vorenthalten werden, die wir eigentlich wissen müssten, um uns ein gesamtes Bild des wirklichen Zustands der Finanzlage des Staates machen zu können.

Sachdienlich wäre hier nur eins: Totale Transparenz!
Und gerade die fehlt!

GRATIS!

CGFP-Website

www.cgfp.lu



Abonnieren Sie jetzt die CGFP- Newsletter

Immer
topaktuell
unter
www.cgfp.lu

Unsere leistungsstarke Wirtschaft

Zweifel an der strukturellen Gesundheit unseres Landes äußern derzeit die Befürworter des Sozialabbaus. Sie sorgen sich um Wettbewerbsfähigkeit und Produktivität und tun so, als seien sie lediglich couragierte und selbstlose Verteidiger der nationalen Interessen des Großherzogtums, während es ihnen in Wirklichkeit in erster Linie um eine andere Aufteilung des Kuchens geht. Im Sinne der „Shareholder's Value“ soll uns eine Zwangsjacke von Austeritäts-Maßnahmen verpasst und das schaffende Volk geschöpft werden.

„fonction publique“ hat in den vorherigen Ausgaben wiederholt belegt, dass die angeblich unerschwinglichen Lohnkosten in Wirklichkeit zum Teil niedriger sind als im benachbarten Ausland, und dass unsere angeblich so verlotterten Staatsfinanzen weit besser sind als ihr Ruf. Nach und nach kommen auch Presse und Politiker nicht mehr an diesen Tatsachen vorbei. Heute belegen wir mit recht beeindruckenden Zahlen die außenwirtschaftliche Stärke unserer Volkswirtschaft, die das ganze „Kompetitivitäts-Gesäusel des Patronats“ (ein Ausdruck des Staatsministers) ad absurdum führt.

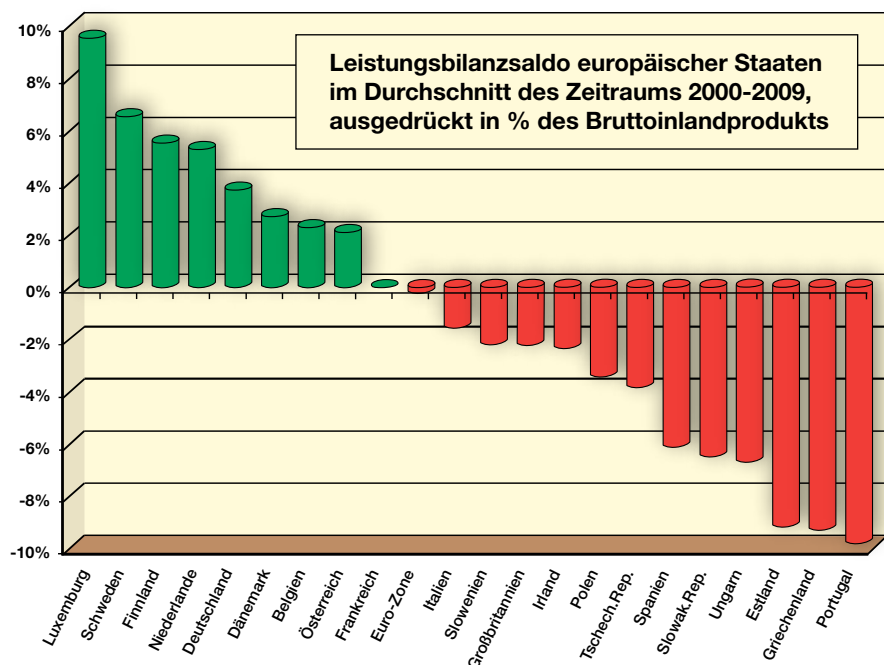
Wenn es darum geht, festzustellen, ob ein Land es schafft, soviel zu erarbeiten wie es verbraucht, oder ob es im Gegenteil von der Substanz lebt, so schaut man sich seine Leistungsbilanz an. Dies ist jene gesamtwirtschaftliche Abrechnung, die belegt, wie viele Güter und Dienste ausgeführt wurden und wie viele aus dem Rest der Welt bezogen wurden.

Ergibt sich bei diesem Vergleich unter dem Strich ein Defizit, so hat das Land gegenüber dem Rest der Welt Schulden auf- oder Guthaben abgebaut; im gegenteiligen Fall aber konnte es seine Außenposition verbessern. Diese Rechnung bezieht sich wohlverstanden auf das ganze Land mit all seinen Einwohnern und Unternehmen, nicht also auf den Staat als solchen allein.

Stets im grünen Bereich

Im Großherzogtum wird erst seit gut 60 Jahren eine Leistungsbilanz errechnet. Dabei wurde bisher regelmäßig ein Bonus festgestellt, mit einer einzigen Ausnahme: 1963 ergab sich ein Defizit in der Größenordnung von 100 Millionen Franken, was damals etwa 0,3% des BIP entsprach.

Seit der Überwindung der Stahlkrise schaffte es unser Land kontinuierlich, jedes Jahr einen beachtlichen Leistungsbilanzüberschuss zu erzielen, obschon wir beim Warenverkehr mit Gütern, der sogenannten „Handelsbilanz“, ein chronisches Defizit erleiden, unter anderem wegen der Abhängigkeit von Energie-Importen und wegen der rapiden Desindustrialisierung.



Leistung und Verzehr

Länder, die Jahr um Jahr in ihrer Leistungsbilanz einen soliden Negativsaldo ausweisen, geraten schnell in die verheerende Spirale eines zumindest relativen Niedergangs, einer graduellen Verschuldung und schließlich einer drohenden Verarmung. Ein bloß einmaliges Minus oder leichte Defizite über ein paar Jahre hinweg sind lediglich eine Warnung, nicht aber schon bedrohlich, vorausgesetzt, man kann die Lage stabilisieren und eine Trendwende herbeiführen.

Konkret gesprochen, haben Griechenland und Portugal im Zeitraum von 2000 bis 2009 zehn Mal ein rotes Ergebnis verbucht, wobei ihre jährlichen Defizite durchschnittlich -9,3% beziehungsweise -9,8% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) erreichten. Luxemburg dagegen konnte 10 positive Jahressalden von durchschnittlich +9,5% des BIP vorzeigen.

Das große Auseinanderklaffen der nationalen Positionen wird aus einer obenstehenden Graphik mit grünen und roten Stäbchen ersichtlich. Alle Länder der Euro-Zone (in deren heutigen Ausdehnung) weisen zusammen für die genannte Dekade ein moderates Defizit von durchschnittlich -0,2% aus, während der Fehlbetrag für 2010 auf -0,5% geschätzt wird.

In den letzten Jahren erreichte der Netto-Überschuss unserer gesamten Leistungsbilanz, wie aus dem nebenstehenden grünen Stäbchendiagramm ersichtlich, je nach konjunktureller Lage, jährlich den Gegenwert von 5,3% bis 13,2% des Bruttoinlandsproduktes. 2011 waren das immerhin 3,3 Milliarden, seit 1995 beachtliche 40 Milliarden Euro.

Massive Verschiebungen

Auf der Einnahmenseite, also beim Export, hat es in den letzten Jahrzehnten eine dramatische Verschiebung zwischen den materiellen Gütern und den Dienstleistungen gegeben, weil in den letzten 40 Jahren der Nominalbetrag bei den Ausfuhren von Waren nominal (nicht preisbereinigt) mit 12, beim Export von Dienstleistungen hingegen mit 348 multipliziert wurde. Im Jahre 1970 betrug der Wert der Güter noch mehr als das Siebenfache der geleisteten Dienste, 1980 gut das Dreifache, 2000 nur noch 43% und 2010 ganze 26%.

Das relative Schrumpfen der Industrie ist zwar eine Entwicklung, die allen hoch entwickelten Staaten gemeinsam ist, nirgends aber ist sie so weit fortgeschritten wie bei uns. Der Anteil des produzierenden Gewerbes an der Gesamtleistung der Wirtschaft, dem geschaffenen Mehrwert, erreicht im „post-industriellen“ Luxemburg nur noch 7%,

im europäischen Durchschnitt und auch in den USA jedoch 15%, in Deutschland sogar weiterhin mehr als 20%.

Rekordleistung

Unser Defizit beim Warenhandel wird jedoch um ein Vielfaches wettgemacht durch die hohen Überschüsse der exportorientierten Dienstleistungsbetriebe. Daher bringt die Gesamtbilanz Luxemburgs, unter Einbeziehung aller Wirtschaftssparten und aller Arten von Einnahmen und Ausgaben, den vorhin dargestellten Nettosaldo, der 2010, trotz der Finanzkrise und dem Einbruch des internationalen Austauschs, 3,3 Milliarden Euro oder rund 8% des BIP ausmachte.

Im Verhältnis zur Gesamtwirtschaft stellt dies ein sehr hohes Ergebnis dar, wie es üblicherweise nur Energieförderländer wie Norwegen oder Katar oder auch die Schweiz erreichen und übertreffen. Der „Exportweltmeister“ Deutschland beispielsweise lag im Zehnjahres-Durchschnitt bei +3,7% und 2010 bei +5,6%.

Dies bringt unseren Nachbarn den Vorwurf ihrer Kollegen in der G10-Gruppe ein, ihr extremer Überschuss sei verantwortlich für die Defizite anderer Staaten. Planetar gesehen, ist der internationale Austausch nämlich notwendigerweise ein Nullsummenspiel, weil die Exporte des einen die Importe aller ändern ergeben, und umgekehrt. Den gleichen Anschuldigungen entging der „Globalisierungs-Gewinner“ Luxemburg bisher natürlich nur dank seines moderaten Anteils an der Weltwirtschaft.

Große Addition

Wer sich nun das Zustandekommen unseres Überschusses von netto 3,3 Milliarden Euro im Jahre 2010 ansieht, den beeindruckt sogleich die Tatsache, dass dies den Unterschied darstellt zwischen Einnahmen von 174,6 Milliarden und Ausgaben von 171,3 Milliarden. Immerhin stellen diese beiden Gigazahlen jeweils mehr als das Vierfache des BIP von 41,6 Milliarden dar.

Luxemburg ist eine extrem offene Wirtschaft. Dass der Außenhandel so enorm ist im Vergleich zum BIP, erklärt sich dadurch, dass für viele unserer Exporte ein erheblicher Anteil des Wertes vorher importiert wird und der in Luxemburg geschaffene Mehrwert so nur einen Teil des erzielten Endpreises darstellt.

Die Leistungsbilanz als Ganzes ergibt sich durch das Aufaddieren von verschiedenen Teilbilanzen:

- 1) dem Saldo des Warenaustauschs (auch „Handelsbilanz“ genannt),
- 2) dem Saldo des Austauschs von Dienstleistungen,
- 3) dem Saldo der grenzüberschreitenden Lohnzahlungen,
- 4) dem Saldo der Entschädigung für ausländische Investitionen,
- 5) der „Transfer-Bilanz“, dem Saldo sonstiger privater und staatlicher Zahlungen.

Diese muss man sich einzeln genau ansehen, um die Stärke unserer soliden Außenposition zu verstehen.

1) Der Warenaustausch

Unsere Wirtschaft weist einerseits 12,7 Milliarden Euro an Warenausfuhren aus, so etwa Stahl- und Glaserzeugnisse, Reifen und Autoelektronik, aber auch beispielsweise den Brennstoff, den durchfahrende Personen- und Lastwagen in ihre Tanks füllen, und andererseits Importe in Höhe von 16,7 Milliarden, wie Energieprodukte, Fahrzeuge und Maschinen, Haushaltsgeräte und Elektronik aller Art, Baumaterial und vieles mehr, auch beispielsweise Luxair- und Cargolux-Flugzeuge sowie Astra-Satelliten.

Die sich als Unterschied zwischen diesen beiden Zahlen ergebende sogenannte „Handelsbilanz“ stellt ein Defizit von insgesamt -4,0 Milliarden Euro dar.

2) Die Dienstleistungen

Der vorerwähnte hohe Ausgabenüberschuss wird aber deutlich übertroffen durch den Einnahmenüberschuss, den der Austausch von Dienstleistungen erbringt. Er beläuft sich auf respektable +22,8 Milliarden Euro, dem Saldo zwischen Einnahmen von 51,0 Milliarden und Ausgaben von 28,2 Milliarden.

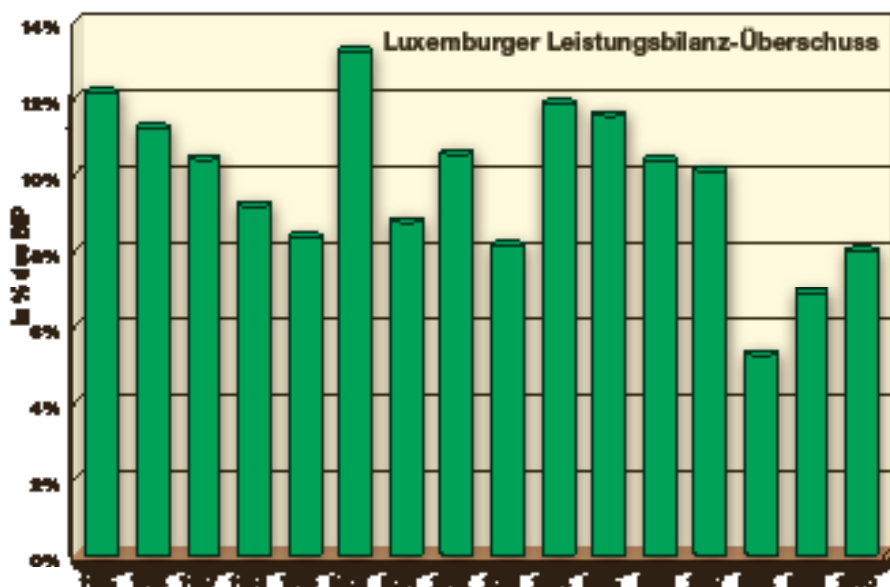
Unser drittes, blau-grün-rotes Schaubild verdeutlicht dies: Die blauen Säulen stellen dabei alle Einnahmen für Luxemburger Leistungen dar, also beispielsweise die Mietpreise für Astra-Satellitentransponder durch europäische Fernsehprogramme oder die Gebühren der Luxemburger Börse für die Notierung von Wertpapieren internationaler Emittenten. Die roten Säulen sind Luxemburger Ausgaben, beispielsweise die Landegeühren von Cargolux auf Flughäfen in aller Welt oder die Lizenzzahlungen für ausländische Software auf den Luxemburger Computeranlagen.

Wie schon bei den Waren, wo der von den Tanktouristen exportierte Auto-Kraftstoff vorher importiert werden muss, gibt es ebenfalls bei den Dienstleistungen viele durchlaufende Posten. So berechnet, wie wir noch sehen werden, unser Finanzplatz seinen ausländischen Kunden 31,9 Milliarden Euro an Diensten, von denen er aber den fremden Zulieferern oder Verkaufspartnern wieder 15,2 Milliarden abgeben muss. Werden die blauen Stäbchen von Jahr zu Jahr länger, so wachsen deswegen die roten mit. Hauptsache ist die gleichzeitige Entwicklung der grünen Saldos.

Aufteilung des Kuchens

Von den insgesamt 51,0 Milliarden Euro an Einnahmen im Jahre 2010 stammen nicht weniger als 31,9 Milliarden oder fast 63% von den unterschiedlichen Dienstleistern des Finanzplatzes, vor allem von den Investmentfonds und Banken.

3,1 Milliarden erwirtschaften die Dienstleister des Kommunikationssektors, etwa SES-Astra und die amerika-

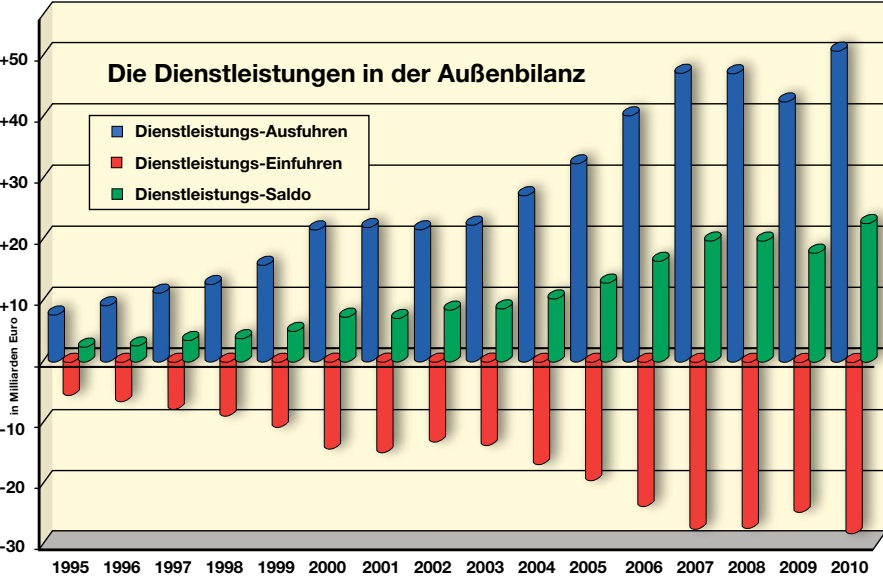


nischen Internethändler. Rund 2,7 Milliarden verdient der Versicherungsbe- reich mit den grenzüberschreitenden Le- bensversicherungen und den Tätigkei- ten der Rückversicherer und „Captives“.

2,6 Milliarden nimmt der Transportsek- tor ein, also Cargolux, Luxair als Fracht- händler in seinem Cargocenter und die bei uns ansässigen internationalen Transporteure, Spediteure und Logisti- ker. 2,0 Milliarden stammen schließlich aus der Tourismusbranche, also unter anderem von den Hotelaufenthalten von Ausländern.

Finanzplätze“ (Kaiman-Inseln, Hong- Kong, Singapur usw.) zusammen 6%.

Daraus ersieht man nicht bloß, wie ab- wegig die Pariser Sicht der Dinge ist, der zufolge unser Finanzplatz hauptsächlich von französischen Steuerdelinquenten lebt, sondern vor allem, dass in den letz- ten Jahren aus einem rein europäischen Bankenplatz eine weltweit agierende Fi- nanzmetropole wurde. Nur noch 68% des Gesamtgeschäftes betreffen die 27 EU-Staaten (wobei die Euro-Zone allein für 52% des Totals steht) und bereits 32% den übrigen Rest der Welt.



Schwergewicht Finanzsektor

Die bedeutende Rolle des Finanzplat- zes in unserer Gesamtwirtschaft wird aus der Tatsache ersichtlich, dass 62,6% der Brutto-Einnahmen von seinen Kunden stammt, gegenüber rund 20,5% für die anderen angeführten Bereiche Kom- munikation, Versicherungen, Transport und Tourismus und knapp 17% für alle anderen Sektoren.

Bei den Einfuhren an Dienstleistungen von 28,2 Milliarden stellt der Finanzbe- reich ebenfalls 54% dar, so dass beim Dienstleistungs-Saldo von 22,8 Mil- liarden dieser Sektor sogar mit 73% vertreten ist. Dabei sind aber die kas- sierten und ausgezahlten Zinsen und Dividenden nicht mitgerechnet, weil sie als Einkommen aus Investitionen in der Rubrik 4. erscheinen. (Zu unterstreichen ist wohl auch, dass die ein- und ausge- führten Kapitalien selbst, also die Inves- titionen der ausländischen Kundschaft und die damit getätigten Investitionen im Ausland, selbstverständlich nicht in die Luxemburger Leistungsbilanz gehören.)

Beachtliche Umschichtung

Die angegebenen Beträge enthalten neben den Gebühren für die Dienst- leistungen der Banken auch jene der anderen Finanzdienstleister, wobei her- vorzuheben ist, dass die sogenannte „Investmentfonds-Industrie“ inzwischen 87% des Totals von 51 Milliarden aus- macht. Diese Tatsache verdeutlicht, dass das traditionelle Bankgeschäft in den letzten Jahren an Gewicht verloren hat, während die positive Weiterentwik- lung des Finanzplatzes auf anderen Ge- schäftsfeldern stattfindet.

Die festgestellte Konsolidierung ist teil- weise konjunkturell und krisenbedingt, weil international viele Bankengruppen ihre Strategie grundlegend überdenken, manchmal zu Lasten, manchmal auch zu Gunsten Luxemburgs. Negativ wirkt sich aus, dass die Mutterhäuser einiger hiesiger Banken von behördlicher Seite gezwungen wurden, beziehungsweise aus eigenem Antrieb beschlossen ha- ben, ihre internationale Tätigkeit aufzu- geben oder einzuschränken.

Finanz-Globalisierung

In diesem Zusammenhang ist es inter- essant anzuführen, woher geographisch gesehen das Einkommen unseres Fi- nanzplatzes stammt. Die wichtigsten Kunden sind Deutschland mit 19%, Großbritannien mit 13%, die Schweiz mit 12%, Belgien mit 10%, Italien mit 9% und dann erst das protektionisti- sche Frankreich mit 6%. Die USA stellen 4% dar, Japan 4% und die „Offshore-

3) Die Entschädigung von Arbeit

Ein wichtiger weiterer Posten unserer Bilanz stellen die grenzüberschreitenden Personalkosten dar. 2010 standen hier den Löhnen und Gehältern der 150.000 Grenzgänger aus Frankreich, Belgien und Deutschland in Höhe von 7,8 Mil- liarden Euro auch 1,2 Milliarden an Zah- lungen gegenüber, die an im Ausland arbeitende Einwohner des Großherzog- tums gezahlt werden.

Hier handelt es sich vor allem um das im Großherzogtum lebende Personal der Europäischen Institutionen, dessen Ar-beitsplatz juristisch und statistisch gese- hen als extraterritorial gilt, und somit als außerhalb von Luxemburg. Die Gehälter und Löhne belasten unsere Leistungs- bilanz daher immer noch um netto -6,6 Milliarden.

4) Die Einkommen aus Kapital

Geldanlagen und Investitionen über die Grenzen hinweg werden nicht in der hier diskutierten Leistungsbilanz des Landes mitgerechnet, da es sich dabei ja nicht um Mittel handelt, die durch unsere Wirt- schaft verdient oder von ihr ausgegeben werden. Die entsprechenden Kapitalien haben inzwischen übrigens eine Größen- ordnung von etwa 5.000 Milliarden Euro erreicht, eine 13-stellige Zahl also.

Die darauf geschuldeten oder ein- genommenen Zinsen und Dividenden gehen aber in die Leistungsbilanz ein. Sie stellten 2010 auf beiden Seiten ei- nen Betrag von über 100 Milliarden Euro dar, wegen des gesunkenen Zinsniveaus deutlich weniger als 2008, als noch eine Größenordnung von 135 bis 140 Milliar- den erreicht wurde.

Dabei geht es natürlich nicht allein um das Einkommen auf den Kapitalien und Finanzmitteln, die von Banken, Invest- mentfonds oder Lebensversicherungen verwaltet werden oder Holdinggesell- schaften durchlaufen. Dass wir hier seit Jahren einen Negativsaldo aufweisen, in 2010 immerhin 8,2 Milliarden Euro, ist darin begründet, dass viele hochrenta- ble Tätigkeiten des Wirtschaftsstandor- tes Luxemburg erst ermöglicht wurden durch vorherige hohe Investitionen.

Diese aber müssen, genau wie die Arbeit der Grenzgänger, entschädigt werden. Auf Dividenden haben die aus- ländischen SES-Aktionäre genauso ein Anrecht wie die Mutterhäuser unserer Finanzinstitute und anderer Firmen, aber auch beispielsweise ausländische Im- mobilienfonds, die hier Bürogebäude errichtet haben und vermieten lassen.

Luxemburger Leistungsbilanz		
(alle Angaben in Milliarden Euro)		
1.- Waren-Einfuhren und -Ausfuhren		
Exporte	12,7	
Importe	16,7	
Saldo		-4,0
2.- Dienstleistungs-Importe und -Exporte		
Einnahmen	51	
Ausgaben	28,2	
Saldo		+22,8
3.- Entschädigung von Arbeit		
Einkommen von Ansässigen	1,2	
Zahlungen an Grenzgänger	7,8	
Netto		-6,6
4.- Einkommen aus Investitionen		
Einnahmen	104,7	
Ausgaben	112,9	
Netto		-8,2
5.- Öffentliche und private Transfers		
Einnahmen	5	
Ausgaben	5,7	
Netto		-0,7
1.-5. Gesamtbilanz		
Gesamteinnahmen	174,6	
Gesamtausgaben	171,3	
Leistungsbilanzsaldo		+3,3

5) Die Transferleistungen

Ein letzter Posten in der Rechnung sind die sonstigen Zahlungen, die so- genannten Transfers. Auf der Ausgaben- seite sind dies beispielsweise Beiträge unseres Landes an internationale Or- ganisationen, offizielle und private Ent- wicklungshilfe, aber auch beispielsweise Überweisungen von Gastarbeitern an ihre Familie im Herkunftsland, auf der Einnahmenseite EU-Subventionen.

Unter dem Strich

Unser Rundgang durch die Buchhal- tung der Nation hat dem Leser zweifellos den Beweis erbracht, dass unser Land nicht nur besser gestellt ist als seine Nachbarn und Konkurrenten, sondern dass auch unsere mittelfristigen Pers- pektiven mehr als positiv sind, weil wir hier konkurrenzfähige Tätigkeiten in ei- ner Reihe von wachstumsstarken Ex- portsektoren aufbauen konnten.

Ein Problem bleibt dabei selbstver- ständlich die starke Konzentration auf den Finanzsektor, die aber deutlich abgemildert wird durch die sehr erfolg- reichen Anstrengungen einer Diversi- fizierung in sehr unterschiedliche Ge- schäftsbereiche der Finanzwelt, in neue innovative und attraktive Produkte und in Richtung zusätzlicher außereuropäi- scher Märkte.

Der Wohlstand unseres Landes hängt Gott sei Dank nicht am Erfolg der selbstherrlichen Stahlherren und ander- rer Profitmaximierer. Statt sich an der Indexabschaffung festzubeißen und ihre Energie in sozialen Rückzugsgefechten zu verpulvern, täten sie besser daran, nach vorne zu schauen und sich den Veränderungen der heutigen Welt an- zupassen.

Man erzählt sich die Geschichte, vor Jahrzehnten habe Großherzog Jean ei- nen Arbed-Präsidenten gefragt, warum das Unternehmen denn nur in Stahl und nicht auch in moderne Kunststoffe in- vestiere. Worauf das Staatsoberhaupt die verblüffende Antwort erhielt: „Mon- seigneur! Mir sin dach Siderurgisten!“. Und diese Leute sind es, die heute den Gewerkschaften vorwerfen, konservativ zu sein, weil diese sich dem Sozialabbau widersetzen, ohne Rücksicht auf Divi- denden und Bonuszahlungen.

K.

Votre assurance professionnelle

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2011

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.

Intelligent lüften ohne Fenster



Energieeffiziente Neubauten sind perfekt isoliert, das kann sich aber auch nachteilig auf das Raumklima auswirken. Am besten, man schafft Durchzug – per innovativem Lüftungssystem. Stoßlüften war gestern. Fenster auf, Frischluft tanken – das altbewährte Rezept reicht in modernen Energiesparhäusern im Kampf gegen Schimmel und Co. nicht mehr aus. Um dennoch Feuchtigkeitsschäden zu vermeiden und ein gesundes Raumklima zu schaffen, sind Baufamilien gut beraten, sich eine moderne Lüftungsanlage mit Wärmerückgewinnung einbauen zu lassen.

Frische Energie

So funktioniert es: Das Lüftungssystem saugt die verbrauchte Luft aus dem Haus ab und leitet die gleiche Menge an Frischluft in die Wohnräume. Über einen Wärmetauscher wird die Restwärme der Abluft an die Frischluft abgegeben. „Der Wärmetauscher gilt als ideale Ergänzung des Effizienzkonzeptes eines

Hauses“, erläutert Iris Laduch-Reichelt von der BHW Bausparkasse. „Bis zu 40 Prozent der Energie können wieder für die Beheizung nutzbar gemacht werden.“ 90 Prozent beträgt die Einsparung im Vergleich zum herkömmlichen Lüften per Fenster.

Gesundes Klima

Das intelligente System hat positive Zusatzeffekte für das Raumklima. Denn Schadstoffe werden herausgefiltert. In allen gängigen Lüftungsanlagen ist ein Pollenfilter eingebaut, der die Konzentration des Blütenstaubs auf ein Minimum reduziert. Allergiker können da ungehemmt aufatmen. Und: Bei geschlossenem Fenster sinkt auch der Lärmpegel durch Umgebungsgeräusche. Die Anschaffung einer Lüftungsanlage mit Wärmerückgewinnung kostet rund 7.500 Euro. Gut angelegtes Geld, zumal die technische Lüftung das Haus auch im Energiepass besser dastehen lässt – ein wichtiger Vorteil bei einem späteren Wiederverkauf.



Multitalent Beton

Bereits die alten Römer wussten den Baustoff zu schätzen, denn er lässt sich in jede erdenkliche Form gießen.

Wer Beton hört, denkt an Rohbau. Doch weit gefehlt: Heute erobert das Gemisch aus Kalkstein, Ton, Sand, Kies und Wasser zunehmend auch den Wohnbereich. Gewachst, geschliffen oder auf Hochglanz poliert setzt Beton an Wänden, als Bad-Möbel oder als Küchentheke Akzente.

Richtig behandelt fühlt sich der Baustoff auch noch gut an. Dank seiner gestalterischen Freiheiten ist er zum Liebling der Designer und Innenarchitekten avanciert.

„Beton hat viele Vorteile für die Innenraum-Gestaltung“, bestätigt auch Rüdiger Grimmert von der BHW Bausparkasse. „Das Material ist hitzebeständig und lebensmittelecht, ist also ideal für die Küchen-Einbauten und den Badbereich.“

Mit anderen Materialien wie Holz, Stahl oder Glas kombiniert werden Beton-Möbel wohnlich und schaffen Effekte im Natur-, Hightech- oder puristischen Design.

Sie werden in der Regel handgefertigt und sind deshalb nicht ganz billig. Ihre Haltbarkeit ist dafür aber auch (fast) unbegrenzt.



„fonction publique“-Themenreihe

Über das Missverständnis und die (Un-)Möglichkeit des Dialogs

Theoretisch-praktische Überlegungen



„Die Gesprächspartner müssen einem ständigen Machtwechsel von Unter- und Überlegenheit, Angriff und Rückzug, Zuhören, Schweigen und Reagieren standhalten können. Umgangssprachlich ausgedrückt: Jemand, der austellt, muss auch einstecken können.“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizpräsident der CGFP.

entstehen Missverständnisse entweder unwillkürlich oder wissentlich, je nach der Intention der beiden Akteure: unwillkürliche Missverständnisse entstehen durch die Mangelhaftigkeit des Sprechers oder Hörers (sprachliche Mängel, Engstirnigkeit usw.), während willentliche Missverständnisse zweckorientiert sind; jemand *will* etwas nicht verstehen, weil es unangenehm sein könnte, jemand *will* Missverständnisse hervorrufen, um den „Gegner“ zu verwirren oder zu manipulieren. Somit können wir Werthers Aussage revidieren und behaupten, dass in gewissen Gesprächssituationen List und Bosheit, d.h. das Ziel, den Empfänger in die Irre zu führen, den Ursprung von Missverständnissen darstellen. Apropos Ursprung – welche Ursachen führen allgemein zu Missverständnissen und welche Konsequenzen entstehen aus diesen?

Die offensichtlichste Ursache bildet das Unwissen, seien es sprachliche Mangelhaftigkeit, Ignoranz gewisser Tatbestände und Umstände oder falsche Einschätzung des Gesprächspartners. Ferner verzerren unpräzise

misslungenen Dialogs dar: Da Sprechen, so lehrt es uns die Pragmatik, Handeln bedeutet, so führt auch jedes Missverständnis zu Reaktionen, d.h. Taten oder Tatsachen. Zwischenmenschliche oder soziale Beziehungen kennzeichnen sich durch Streit, Misstrauen oder Missmut; faktische Auswirkungen sind Trennungen oder gegenseitiges Bekämpfen.

Warum jedwede Art von Gespräch und Dialog ein höchst komplexes Phänomen darstellt, erklärt das „einfache“ Kommunikationsmodell, das im Folgenden skizziert werden soll, denn „die Einsicht, daß Sprache eine fundamentale Rolle für die menschliche Gesellschaft spielt, motiviert eine wissenschaftliche Beschäftigung mit dem Phänomen der sprachlichen Kommunikation“. (Bühler, Fritz, Herrlitz u. a., *Linguistik I. Lehr- und Übungsbuch zur Einführung in die Sprachwissenschaft*, S. 24)

Kommunikationsmodell

Kommunikation entsteht dadurch, dass vier Einheiten interagieren, nämlich der Sender (Sprecher), der Empfänger (Hörer), eine zu vermittelnde Vorstellung

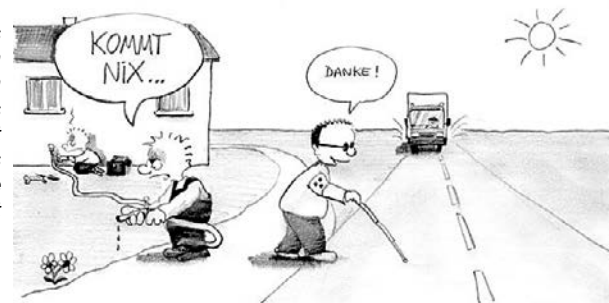
Das Missverständnis – Ursachen und Wirkung

Gleich zu Beginn seines Bestseller-Romans lässt Johann Wolfgang Goethe seinen Antihelden Werther im Brief vom 4. Mai 1771 feststellen, „daß Mißverständnisse und Trägheit vielleicht mehr Irrungen in der Welt machen, als List und Bosheit. Wenigstens sind die beyden letzteren gewiß seltner.“ (*Die Leiden des jungen Werthers*) Eindeutig misst der Autor dem Missverständnis einen höheren „Unwert“ bei als der List und Bosheit, da Ersteres – hyperbolisch ausgedrückt – die ganze Welt zuweilen aus den Fugen geraten lasse. Um die Tragweite und die Konsequenzen eines Missverständnisses nachvollziehen zu können, erweist sich eine Deskription des Phänomens zunächst als notwendig.

Im Gegensatz zum „Missverstehen“ als Unfähigkeit, eine Mitteilung – wegen akustischer Störungen zum Beispiel – vollends wahrzunehmen, gründet das

Missverständnis auf der falschen *Deutung* bzw. *Interpretation* der Mitteilung eines anderen: Der Sprecher hat etwas anderes gemeint als das, was der Hörer in diese Worte hineininterpretiert hat. Ferner kennzeichnen sich Missverständnisse dadurch, dass der Hörer entweder eine falsche Schlussfolgerung in Bezug auf eine Mitteilung zieht oder den Gedanken eines anderen nicht folgen kann. Doch nicht nur der Hörer oder Empfänger einer Botschaft kann Missverständnisse aufkommen lassen, sondern auch der Sprecher vermag diese zu generieren, beispielsweise durch uneigentliche Ausdrucksweise, unlogische Gedankenverknüpfung u. Ä. Fest steht, dass beide, sowohl der Sprecher/Sender als auch der Hörer/Empfänger, Missverständnisse produzieren können und dass eine eindeutige, fehlerfreie Kommunikation, ein fruchtbarer Dialog eine vollständige Stimmigkeit zwischen den beiden Einheiten voraussetzt, was quasi einem utopischen Zustand oder Ausgangspunkt gleichkäme. Außerdem

Das Missverständnis gründet auf der falschen Deutung bzw. Interpretation der Mitteilung eines anderen: Der Sprecher hat etwas anderes gemeint als das, was der Hörer in diese Worte hineininterpretiert hat.



Begrifflichkeit, Euphemisierung und Phrasenhaftigkeit die eindeutige Kommunikation: Beispielsweise besteht die Aufgabe eines *Verteidigungsministeriums* darin, Land und Bevölkerung gegen äußere Angriffe zu *verteidigen* – die Tatbestände sprechen aber eine andere Sprache. Eine ausschlaggebende Rolle spielt zusätzlich der Kontext, in dem ein Gespräch oder Dialog stattfindet: das hierarchische Verhältnis zwischen den Gesprächspartnern, die Umgebung, wo der Dialog stattfindet, die psychische Befindlichkeit. Ein Gespräch zwischen Gleichgestellten oder Gleichgesinnten, ein Dialog zwischen eingeschüchtertem Untergebenen und aggressivem Vorgesetzten, eine Unterhaltung in gegenseitigem Vertrauen und gemeinsamer Zielsetzung, schließlich eine Unterredung unter dem Damoklesschwert des Misstrauens verlaufen jeweils sehr unterschiedlich und bilden je nach Situation einen fruchtbaren Nährboden für Missverständnisse. Fehlen die gegenseitige Bereitschaft zum Verständnis und eine gewisse Offenheit für Andersdenkende, ist bereits jedweder Dialog *a priori* dem Untergang, d.h. dem Missverständnis geweiht. Die Konsequenzen eines Missverständnisses sind *Wirkungen* oder *Auswirkungen*, denn sie stellen nichts anderes als eine Materialisierung, eine Verwirklichung oder Realisierung des

und schließlich eine Kodierung mittels Sprache (bzw. Zeichen, Piktogramme, Gestik, Mimik u. Ä.). Der Sprecher, der seine Vorstellung mitteilen möchte, kodiert diese qua Sprache, und durch diese Kodierung verliert die ursprüngliche Vorstellung bereits an Potential. Dies lässt sich am einfachsten anhand der Vermittlung von Abstrakta beweisen: Gefühle und Emotionen wie Hass oder Liebe sind schwer mitzuteilen, weil diese sprachlichen Begriffe (Signifikanten) auf keinen realen Tatbestand (Signifikat) verweisen – im Gegensatz zu Konkreta, bei denen ein eindeutiges Verhältnis zwischen Begriff und Tatsache besteht (der Begriff „Hase“ verweist auf das real existierende Tier, während dieses eindeutige Verhältnis keineswegs bei Begriffen wie „Liebe“, „Gott“, „Seele“ usw. aufrechterhalten werden kann). Möchte ein Sprecher eine solche Vorstellung mitteilen, kann es vorkommen, dass ihm – jeder von uns macht diese Erfahrung – „die Worte fehlen“. Somit stellt der sprachliche Ausdruck einer Vorstellung beim Sprecher bereits eine Verzerrung derselben durch seine sprachliche Interpretation dar: Das *Wie* (der Ausdruck) ist bereits Interpretation und somit eine erste Variante der ursprünglichen Vorstellung. Diese Interpretation entsteht je nach dem Erfahrungshorizont und dem „Wissen um



„Dialog der Kulturen“ – Dialoge werden unmöglich, wenn die Gesprächspartner auf ihren fixen Ideen bestehen.



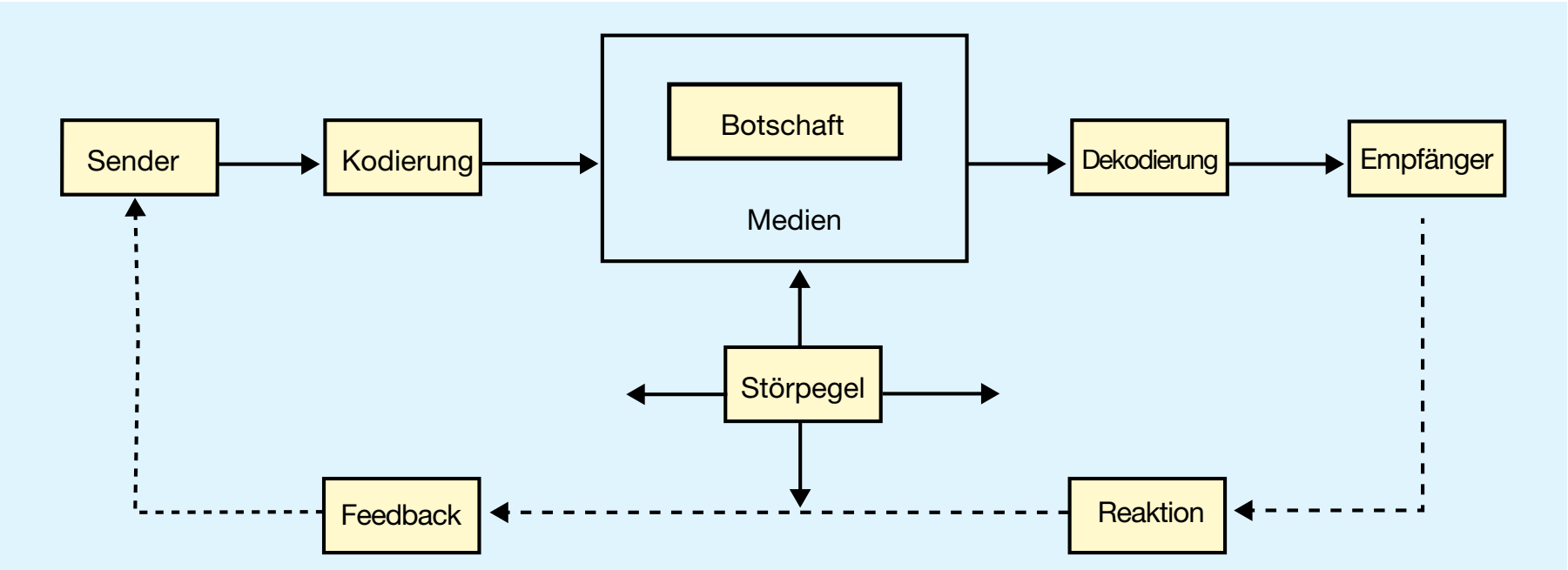
S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



Banque et Caisse d'Epargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. : (+352) 4015-1



Die Botschaft, die ins Bewusstsein eines Gesprächspartners/eines Empfängers gelangt, ist die zweite Interpretation bzw. die zweite Vorstellungsvariante, so dass eine „reine“ Kommunikation, ein unmissverständlicher Dialog quasi unmöglich zu sein scheint.

die Welt“ des Sprechers: Ein Mensch, der stets nur Liebe und Harmonie (im Elternhaus, mit dem Ehepartner ...) erfahren hat, empfindet und versteht den Begriff „Liebe“ anders als jemand, der stets nur Hass erlebt hat, und reagiert dementsprechend anders. Der Hörer seinerseits verinnerlicht die sprachlich kodierte Vorstellung des Sprechers wiederum und interpretiert diese aufgrund seines Erfahrungshorizonts, so dass die bereits von dem Sprecher verzerrte ursprüngliche Vorstellung erneut verzerrt wird und eine zweite Vorstellungsvariante produziert wird. Die Botschaft, die ins Bewusstsein eines Gesprächspartners / eines Empfängers gelangt, ist somit die zweite Interpretation bzw. die zweite Vorstellungsvariante, so dass eine „reine“ Kommunikation, ein unmissverständlicher Dialog quasi unmöglich zu sein scheint. Denn neben den inhärenten Störfaktoren der bereits erläuterten Interpretationsschritte können sich ggf. weitere Störfaktoren hinzugesellen, so zum Beispiel semantische (auf der Bedeutungsebene), syntaktische (auf der Ebene des korrekten Satzbaus) oder phonologische (auf der Ebene der korrekten Aussprache) Fehlkodierungen; ferner bieten der Kontext, das Verhältnis der Gesprächspartner, die psychische Befindlichkeit u. Ä. weitere mögliche Quellen für Störfaktoren. So ebnet auch jedwede sprachliche Äußerung den Weg zu Missverständnissen.

**Exkurs:
Die Macht der Sprache und
die Sprache als Macht**

Sobald die Sprache in den gesellschaftlichen Kontext gerückt wird, differenziert sich der Begriff des Missverständnisses: In jeder Gesellschaft herrscht ein bestimmter Diskurs vor und generiert gewisse „systemimmanente“ Missverständnisse, die, rein logisch oder linguistisch betrachtet, keine Missverständnisse sind. Begriffe haben in einer jeweiligen Gesellschaft spezifische Bedeutungen, die je nach Kulturkreis variieren können: Beispielsweise bedeutet der Begriff „Demokratie“ bei Perikles etwas anderes als in der Bezeichnung „Deutsche Demokratische Republik“. Insofern bedeutet Sprache auch Ordnung und Herrschaft, und jeder, der eine andere Sprache spricht, lehnt sich gegen diese bestehende Ordnung auf und trifft auf Un- oder Missverständnis. Sprache enthält somit ein enormes Machtpotential. So zu sprechen wie die anderen, eine gleiche Sprache zu sprechen (und hier sind nicht die Landessprachen gemeint, sondern die Art und Weise der Sprachanwendung), bedeutet eine Eingliederung in die Gesellschaft, in das bestehende Herrschafts- bzw. Gesellschaftssystem. So versucht der Vater in Ingeborg Bachmanns Erzählung „Alles“ sein Kind zum neuen Menschen zu erziehen, indem er es von dem vorherrschenden Sprachgebrauch fernhalten möchte – ein Unterfangen, das natürlich zum Scheitern verurteilt ist: Der Vater

trägt seinen kleinen Sohn „stumm die Wege hinauf und hinunter und wieder heim, wo er lernte, Sätze zu bilden, und in die Falle ging. Er äußerte schon Wünsche, sprach Bitten aus, befahl oder redete um des Redens willen. Auf späteren Sonntagsgängen riß er Grashalme aus, hob Würmer auf, fing Käfer ein. Jetzt waren sie ihm schon nicht mehr gleich, er untersuchte sie, tötete sie“. Bachmann zeigt hier, wie der Mensch allmählich qua Sprachgebrauch in die gesellschaftliche Falle tappt, sich in eine Gesellschaft integriert, in der Sprache auch belangloses Gerede („Reden um des Redens willen“), aber auch Wissensdurst und Erkenntnisdrang („untersuchen“) bedeutet, der im schlimmsten Fall mit Gewaltausübung („töten“) verbunden ist. Die Macht der Sprache wird also deutlich: Sie bindet den Einzelnen in einen bestimmten Kontext ein und hält ihn in einem spezifischen System von vorherrschenden Normen gefangen. Auf eine ähnliche Weise zeigt Peter Handke in seinem Theaterstück „Kaspar“, wie das Individuum durch Sprache in eine Ordnung gezwängt wird und wie die Sprache zur Identitätsfindung beiträgt. Kaspar Hauser, der auf mühselige Art und Weise das Sprechen lernt, muss letzten Endes feststellen: „Schon mit meinem ersten Satz bin ich in die Falle gegangen.“ Zum einen erlaubt ihm die Sprache, die Wirklichkeit zu ordnen und ihr einen Sinn zu verleihen: „Seit ich sprechen kann, kann ich alles in Ordnung bringen.“ (ebd.) Die Sprachkompetenz erlaubt es ihm, sich in der Welt bzw. in seiner Gesellschaft heimisch zu fühlen, da er die Dinge um sich bezeichnen und somit auch beherrschen kann – die Beherrschung der Sprache führt zur Beherrschung der Dinge: „Alles, was ich beim Namen nennen kann, ist nicht mehr unheimlich.“ (ebd.) Doch im Verlauf seiner Sprachaneignung zeigt Handke ebenfalls, wie das Individuum durch die Gesellschaft – in Handkes Stück durch die Figuren der „Einsager“ verkörpert –, die auf dieses stets einredet und nur einen spezifischen Sprachgebrauch erlaubt, manipuliert wird und somit in die Falle gerät. Die Sprache, der Kaspar zunächst die Macht über die Dinge gewährt, bemächtigt sich letztlich seiner selbst: Aus der Macht der Sprache entsteht die Sprache als Macht. Und in der Tat entarten Zwiegespräche, Dialoge zu einem Kampf, einem Kräftemessen, bei dem der eine sich des anderen qua Sprachgewalt zu bemächtigen sucht. Das Ziel von Rede und Gegenrede besteht nicht mehr im Finden einer gemeinsamen Wahrheit oder eines Konsenses, sondern in einem Spiel von Angriff, Gegenangriff oder Verteidigung. Des Öfteren steht dann nicht mehr das zu erreichende Ziel im Vordergrund, sondern der Sieg über den Kontrahenten: Auch wenn die eigene Meinung sich offensichtlich als falsch erweist, wird der Sprecher auf dieser bestehen, um das Gesicht zu wahren und das Gespräch als Sieger zu beenden. Diese Dialoge bleiben letztlich Monologe oder Gespräche

zwischen Menschen, die taub sind für die Meinung des anderen (vgl. „dialogue des sourds“). Die Sprache selbst wird zum Machtinstrument, das dazu dient, sich zu behaupten, den anderen zu manipulieren und sein persönliches Ziel und keineswegs ein gemeinsames Ziel zu erreichen. Die Funktion der Sprache als Kommunikationsmittel (vgl. „communis“ – gemeinsam) fällt der Perversion anheim, da ihr Ziel die Zerstörung der Gemeinsamkeit ist. **Unmöglichkeit und Möglichkeit des Dialogs** Die sämtlichen, hier vorgestellten mitwirkenden Faktoren führen dazu, dass Sprache, Ausdrücken, Sprechen und Kommunizieren höchst komplizierte und komplexe Vorgänge darstellen und ein wahrhafter Austausch von Mitteilungen quasi unmöglich zu sein scheint. Ein Prozess, der sich für eine einzige Person bereits als äußerst schwierig erweist, wird umso komplizierter, wenn mehrere Personen an diesem beteiligt sind, denn jeder Teilnehmer führt ins Spiel: seine Erfahrung, sein Wissen um die Welt, seine Deutung, seine Sprachkompetenz, seine Absicht, sein Ziel, seine Haltung gegenüber dem Gesprächspartner, seine Einschätzung des Gegenüber, seine Vorurteile. Im fruchtbaren Dialog geht es nun darum, diese doch nun sehr egozentrischen Faktoren mit den egozentrischen Verhaltensweisen der anderen zu verbinden und eine gemeinsame Verständigungsebene – die Franzosen würden diese als „terrain d’entente“ bezeichnen – zu schaffen. Ferner müssen die Gesprächspartner einem ständigen Machtwechsel von Unter- und Überlegenheit, Angriff und Rückzug, Zuhören, Schweigen und Reagieren standhalten können. Umgangssprachlich ausgedrückt: Jemand, der austellt, muss auch einstecken können – von allzu menschlichen Regungen („Animositäten“) wie beispielsweise Hypersensibilität in Bezug auf die eigene Person, „Eingeschnapptsein“ usw. muss abgesehen werden. Erst dann wird ein wahrer Dialog möglich, wenn gewisse Voraussetzungen gewährleistet sind – Prämissen, die im Kommunikationsmodell von William Isaacs auf überzeugende Weise erarbeitet worden sind und hier kurz vorgestellt werden sollen. Zu den elementaren Dialogfähigkeiten gehören Isaacs zufolge das Zuhören, das Respektieren, das Suspensieren und Artikulieren. Zuhören bedeutet so viel wie aktives Schweigen, die Fähigkeit und Bereitschaft, die Gedanken eines anderen zu verinnerlichen, verstehen und nachvollziehen zu wollen; Respektieren heißt, auf billige Angriffe, unnötige Defensive, vor allem aber auf Anfeindungen und Unterstellungen zu verzichten; in der Phase des Suspensierens soll sich der Gesprächspartner seiner eigenen Gedanken und Gefühle bewusstwerden, diese reflektieren und sich jedwede fixe Idee verbitten; im Artikulieren findet der Gesprächspartner letztlich

seine eigene persönliche Sprache und die ehrliche Aussprache seiner eigenen Wahrheit. Eine wesentliche Rolle kommt dem Konzept des „Containers“, dem Raum, in dem unmittelbares und vertrauensvolles Gespräch geführt werden kann, bei. Neben den einen fruchtbaren Dialog ermöglichenden Tugenden gilt es zusätzlich, ein konstruktives und vertrauenswürdige Klima zu schaffen. Dialoge werden dementsprechend unmöglich, wenn die Gesprächspartner auf ihren fixen Ideen bestehen, Misstrauen, defensive Haltungen und Unterstellungen vorherrschen und der geeignete „Container“ fehlt. Der österreichische Schriftsteller Alfred Polgar bezweifelt diese kommunikative Fähigkeit des Menschen, von dem verlangt wird, quasi souverän „jenseits von Gut und Böse“ zu stehen, und entwirft eine pessimistische Sicht, wenn er feststellt, dass eigentlich nur auf der Theaterbühne der eine den anderen ausreden lässt: „In den meisten Bühnenstücken fußt der Dialog auf der falschen Annahme, daß die Menschen einander ausreden lassen. Wo gibt es das im Leben?“ **Reden ist Silber, Schweigen ist Gold?** Reden, Miteinander-sprechen-Können bildet die ureigenste Quelle menschlichen bzw. sozialen Lebens und setzt das Schweigenkönnen, d.h. den Willen und die Fähigkeit zum zeitweiligen Rückzug, zum Eingeständnis eigener Irrtümer und zur Bereitschaft, dem anderen Meinungs- und Gesinnungsfreiheit zu gewähren, voraus. Erst aus verschiedenen Meinungen kann eine an die Wahrheit sich annähernde Erkenntnis entstehen, so der Philosoph Karl Popper: „Der Wert eines Dialogs hängt vor allem von der Vielfalt der konkurrierenden Meinungen ab.“ Meinungen auszutauschen, sich für seine Meinung einzusetzen und die des anderen zu respektieren und zu reflektieren, erfordert aber Selbstsicherheit und das Vertrauen in den Gesprächspartner. So ist ein wahrer Dialog mitnichten unmöglich, die ihm grundlegenden Erfordernisse würdigen ihn aber eher als Ausnahme, die die Regel der praktisch unwahrscheinlichen, wenn nicht unmöglichen „reinen“ Kommunikation bestätigt. Denn, obschon viel geredet und debattiert wird, entarten zuweilen Gespräche zum Gerede, zur Floskel oder hohlen Phrase, und das aktive, reflektierende Schweigen dient der Vertuschung und Beschönigung. Lediglich das Wechselspiel zwischen ehrlichem Reden und aktivem, reflektierendem Schweigen erlaubt das Dialogisieren. Wird große Sprachgewandtheit als Instrument der Macht, Manipulation und Vertuschung missbraucht, entsteht Kleingeisterei, so der Schriftsteller und Politiker Ferdinand Lassalle: „Alle große politische Aktion besteht im Aussprechen dessen, was ist und beginnt damit. Alle politische Kleingeisterei besteht in dem Verschweigen und Bemänteln dessen, was ist.“

Claude Heiser

ASSURANCES MUTUELLES D'EUROPE



*Säit méi ewéi 20 Joer
Äere Partner fir all Äer
Versécherungen.*

*Sief et: - fir Äert Gefier
- fir Äert Doheem
- oder fir Äer Famill*



AME 

Assurances Mutuelles d'Europe S.A.
7, Boulevard Joseph II
L-1840 LUXEMBOURG

Tél: +352 46 36 40
Fax: +352 46 36 44
Mail: www.ame.lu

www.ame.lu



La Terre a toujours besoin de ses arbres

Constamment menacés par l'avancée des activités agricoles, les grands massifs forestiers atteignent inexorablement le point de non-retour



The Economist (extraits) Londres

L'aube est un moment fabuleux pour contempler la canopée de l'Amazonie. Du haut d'un observatoire, on voit émerger de l'obscurité un paysage sylvestre gris et flou, ondoyant, plus granuleux qu'un nuage. Dans chaque feuille, les molécules de chlorophylle entament une nouvelle journée de photosynthèse. On sait depuis longtemps que les plantes produisent de l'oxygène. Mais on a moins conscience de l'importance de leur aptitude à stocker le CO² pour rendre la planète habitable. A deux reprises, au début du carbonifère et du crétacé (il y a respectivement 350 et 150 millions d'années), l'atmosphère a contenu des niveaux très élevés de dioxyde de carbone, qui ont été réduits grâce à l'expansion de plantes capables de fixer ce gaz.

C'est l'une des raisons – et non la moindre – pour lesquelles détruire la forêt est une mauvaise idée. Environ la moitié du poids sec d'un arbre est constituée de CO² piégé, dont la majeure partie est libérée lorsque l'arbre pourrit ou brûle. Depuis dix mille ans au moins, l'homme favorise ce processus en coupant et en incendiant les forêts pour étendre les surfaces consacrées à l'agriculture. Environ la moitié du couvert forestier d'origine de la Terre a disparu de cette façon. Selon une estimation, jusqu'aux années 1960, les modifications de l'utilisation du sol – c'est-à-dire principalement la déforestation – ont été la principale source des émissions de CO² dues à l'homme. Elles continuent à représenter une part importante des émissions,

environ 15 à 17 % du total, soit plus que ce que rejettent tous les avions, trains, voitures et bateaux circulant dans le monde.

Mais ces chiffres donnent une idée trop faible des dégâts causés par la déforestation. Les forêts abritent plus de la moitié des espèces animales de la Terre et sont la source de la plupart de nos aliments de base, ainsi que de beaucoup de médicaments modernes. Elles assurent la subsistance, entièrement ou en partie, d'environ 400 millions d'habitants les plus pauvres de la planète.

Abattre les arbres provoque une réduction de l'évapotranspiration, ce qui entraîne une baisse des précipitations dans les zones placées sous le vent. Le défrichement de la forêt amazonienne a ainsi des conséquences énormes sur l'agriculture dans tout le continent américain. On continue pourtant à couper les arbres. Selon la FAO, il n'y a plus que 4 milliards d'hectares de forêts sur la planète, et elles couvrent 31 % de sa surface.

Environ la moitié des forêts se trouve sous les tropiques. Il s'agit principalement de forêts pluviales. Quasiment un tiers de ces forêts se trouvent au Brésil et un cinquième en république démocratique du Congo (RDC) et en Indonésie. La deuxième plus grande forêt du monde, environ un tiers du total, se trouve dans le biome boréal: c'est la taïga, une ceinture d'épicéas, de bouleaux, de sapins et de trembles qui borde les régions arctiques, principalement en Russie, en Scandinavie, en Finlande, au Canada et dans une partie des Etats-Unis.

Aujourd'hui, la forêt est attaquée surtout sous les tropiques. Ces soixante dernières années, la forêt pluviale a perdu plus de 60 % de sa superficie. Elle est morcelée sur les deux tiers de ce qu'il reste, ce qui l'expose encore plus au défrichement.

Exploiter les forêts, mais sans excès

- *L'Assemblée générale des Nations unies a décrété 2011 Année internationale des forêts.*
- *Une sensibilisation de l'opinion qui est loin d'être superflue, car les écosystèmes sont plus que jamais menacés.*
- *Mais, s'ils sont indispensables à la planète, ils le sont tout autant à l'économie.*
- *D'où la nécessité de trouver un équilibre entre préservation et exploitation.*

La déforestation tend à ralentir, ce qui est une sorte de progrès en comparaison de ce qui se passait dans les années 1990, quand plus de 16 millions d'hectares étaient abattus chaque année. Cette baisse est surtout due au ralentissement du rythme de la déforestation dans les deux pays qui coupent le plus d'arbres au monde, le Brésil et l'Indonésie. Il y a dix ans, le Brésil a décrété zone protégée 500 000 kilomètres carrés de forêt amazonienne.

Le risque climatique

On a cependant tendance à exagérer ce progrès. Il reste insuffisant à cause de deux menaces considérables qui pèsent sur la forêt. La première est le changement climatique, qui va très probablement redessiner la carte des écosystèmes forestiers, provoquant

une intensification sur la planète du dépérissement des forêts causé par l'aridité, les sécheresses, les invasions d'insectes nuisibles et les feux de forêt. Les perspectives pour l'Amazonie sont aussi très sombres. Jusqu'à présent, 18 % de cette forêt ont été coupés. Selon une étude réalisée l'année dernière par la Banque mondiale, en couper 2 % de plus pourrait déclencher le dépérissement de ses parties relativement sèches, situées au sud et au sud-est. Un réchauffement planétaire de 3,5 degrés (une projection tout à fait raisonnable) détruirait la moitié de la forêt pluviale. Cela provoquerait la libération de la majeure partie des 50 milliards de tonnes de CO² qu'elle renferme.

La deuxième grande menace est l'homme. La population de la planète devrait augmenter de 50 % dans les quarante prochaines années et compter environ 9 milliards de personnes. La majeure partie des 3 milliards de ventres affamés supplémentaires vivra dans les pays en voie de développement, surtout sous les tropiques. Et, si leurs niveaux de productivité agricole restent aussi faibles qu'aujourd'hui, la demande de terres augmentera et il faudra les prendre à la forêt.

Renforcer la loi

Les gouvernements et les investisseurs étrangers cherchent de plus en plus à acheter des terres tropicales bon marché et bien arrosées. La Chine, qui a accepté de rénover et de construire 6 000 kilomètres de routes en RDC, veut y faire de la culture intensive de palmiers à l'huile. La Chine est le principal importateur d'huile de palme brute au monde et la demande pour ce produit explose partout sur la planète.

Y a-t-il un espoir de survie pour les forêts, surtout pour les forêts tropicales? Une protection à grande échelle est aujourd'hui encouragée par les gouvernements, les ONG, les scientifiques et les investisseurs. Le principal instrument mis en place est un programme international connu sous le nom de REDD (*Reduced Emissions from Deforestation and Forest Degradation*) [Réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts]. Doté d'une enveloppe de 4,5 milliards de dollars [3,2 milliards d'euros], il consiste à faire verser de l'argent par les pays riches aux pays pauvres pour qu'ils ne coupent pas d'arbres. Il y a cependant un grand risque que le programme REDD n'obtienne pas les résultats escomptés.

La Terre a un besoin sans limites des arbres et de leur capacité à absorber les émissions de CO². Sauver les forêts qui restent sur la planète n'est donc qu'un premier objectif. Mais même un objectif aussi modeste va exiger des changements considérables dans la gestion de la forêt. Il va falloir réformer les cadastres et renforcer le respect de la loi. Il va surtout falloir que les gouvernements et les politiques attachent beaucoup plus de prix à la forêt et se penchent sérieusement sur la question du changement climatique. Bref, il va falloir une révolution, ce qui est beaucoup à espérer.

James Astil

Extrait du «*Courrier International*», édition n° 1064 du 24 mars 2011



Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR
VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu



Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement
à chaque niveau

Partout au Luxembourg !
Esthétique et discret !
Fabrication Thyssen !

Information :
ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.
Z.A. Weiergewan
22, rue Edmond Reuter
L-5326 Contern

Tél. : 40 08 96
Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs

CGFP

pour une fonction publique

▶ indépendante,
▶ unie
▶ et solidaire

Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.

KBL EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



Vers plus d'efficacité et d'équité fiscale en Europe

Résolution de la Confédération Européenne des Syndicats Indépendants (CESI)

En ces temps de sortie de crise, la CESI souscrit à un objectif de long terme d'équilibre budgétaire. La recherche de celui-ci ne doit cependant pas mettre à mal notre modèle social, basé notamment sur la solidarité et des services public performants. Ce modèle implique que si les dépenses publiques doivent être maîtrisées, les recettes doivent être suffisantes pour en assurer la pérennité.

Dans ce contexte, le bon fonctionnement du système fiscal joue un rôle essentiel. Le coût de la fraude fiscale en Europe est énorme: Il est ainsi estimé à 200 milliards d'euros par an, soit à titre d'exemple l'équivalent du plan de relance de l'économie proposé par la Commission européenne le 26 novembre 2008. Dans le contexte économique actuel, il importe donc plus que jamais d'améliorer le recouvrement de l'impôt en Europe.

Or, les Etats membres songent d'abord, en cette période d'austérité budgétaire, soit à créer de nouvelles sortes d'impôts, soit à augmenter les taux des impôts existants. L'accroissement de la pression fiscale surtout sur les personnes physiques et les ménages va de pair avec une législation de plus en plus complexe, le tout accompagné d'une réduction des effectifs des agents fiscalistes. Les Etats membres coupent dans leurs dépenses plutôt qu'à songer à améliorer les systèmes fiscaux existants en vue d'une plus grande équité fiscale. La CESI considère que cela est à la fois injuste et inefficace. Injuste car les salariés et les ménages sont ainsi doublement victimes d'une crise qu'ils n'ont pas causée. Inefficace car les mesures actuelles sont également autant de freins à la consommation, le pouvoir d'achat se dégradant continuellement, et donc à la reprise.

La CESI constate que suite à des décisions politiques prises très loin du terrain et donc de la pratique journalière, le droit fiscal est de plus en plus complexe, ce qui rend indéniablement le prélèvement efficace de l'impôt plus difficile, multipliant les possibilités d'évasion d'une part et de fraude d'autre part. Cela bénéficie avant tout aux plus grosses entreprises, aux plus importants contribuables, aux spécialistes des méthodes du fiscal engineering et surtout aux fraudeurs «professionnels».

La TVA est l'une des sources principales de recettes pour les Etats de l'UE. La fraude à la TVA n'est pas une infraction sans gravité et coûte chaque année de nombreux milliards d'Euro aux Etats membres et à l'Union européenne.

Afin de garantir plus d'équité fiscale, de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale et, partant, de limiter le risque de fraude à un minimum, la CESI:

- juge qu'une simplification des systèmes fiscaux actuels s'impose,
- exige en même temps qu'une amélioration de la coopération administrative au niveau international, de l'assistance mutuelle, soit favorisée par les Etats membres, ce qui implique un renforcement du nombre et de la formation des agents et la mise à leur disposition des nouveaux supports informatiques en la matière.

La CESI constate que nombreux Etats, contraints et soucieux de réduire rapidement et drastiquement leurs déficits publics, mettent en place des politiques d'austérité qui incluent avant tout de nombreuses coupes frappant les agents de la fonction publique, tant au niveau salaire qu'au niveau de leurs effectifs.

Depuis de nombreuses années déjà, les agents des administrations fiscales sont confrontés à une complexification de leurs tâches et à une augmentation de leur charge de travail. Cela est dû notamment à la multiplication des lois fixant nouvelles

règles (et nouvelles exceptions!) ainsi qu'à l'intensification du travail international.

Or, les mesures de rigueur nationales, souvent encouragées par l'Union européenne et les instances internationales, intensifient encore ce phénomène, en contribuant à l'augmentation de la pression fiscale sur les personnes physiques et la nécessité d'encaisser les arriérés d'impôts plus rapidement d'une part et à la réduction parfois drastique du nombre des agents d'autre part.

Considérant l'ampleur de la fraude fiscale en Europe et la nécessité pour les Etats membres de trouver des financements, la CESI s'oppose à une vision budgétaire de court terme irresponsable qui vise des réductions de personnel dans l'administration fiscale, chargé de collecter les impôts, creusant ainsi les manques à gagner pour les Etats!

La CESI rappelle que c'est uniquement avec du personnel motivé, à l'abri de toute sorte de pression politique pour que l'équité fiscale soit garantie, en nombre suffisant et avec des salaires compétitifs sur le marché du travail, que les administrations fiscales sont capables de remplir leur rôle primordial en ces temps de sortie de crise, indispensable au bon fonctionnement de notre société.

La CESI réitère ses demandes en faveur d'une plus grande coopération administrative fiscale en Europe, une mesure nécessaire pour combattre efficacement le fléau de la fraude fiscale, au détriment de la société qui doit en payer les frais par une augmentation injustifiée de la charge fiscale.

La CESI met en garde à la fois contre les risques découlant d'une trop grande concurrence fiscale et contre une harmonisation fiscale du type «trop bon marché», qui se ferait sur des taux trop bas, ces deux options favorisant les entreprises aux dépens des recettes publiques (et donc des services publics) et de la stabilité économique en Europe. Les récentes initiatives

européennes actuelles en vue d'harmoniser la base fiscale en Europe peuvent constituer une première étape vers une convergence plus large des fiscalités des Etats membres.

La CESI souligne que l'efficacité fiscale est indissociable de l'équité fiscale. C'est seulement si des contrôles fréquents sont effectués par les agents que l'on peut réduire les risques de fraude. Ce faisant, on n'améliore pas uniquement l'efficacité fiscale mais également l'équité, en s'assurant que chacun paye bien ce qu'il doit à l'Etat.

Un système fiscal juste suppose des règles lisibles, transparentes, facilement compréhensibles pour tous.

De manière générale, la CESI estime que le traitement actuellement réservé aux agents des administrations fiscales est caractéristique de l'image que de nombreux gouvernements et médias véhiculent des agents publics, en particulier en temps de crise, qui sont exclusivement considérés comme un coût pour l'Etat et la société, et non pas comme un gain.

La CESI est d'avis que les agents de l'Etat, qui doivent être suffisamment nombreux pour répondre efficacement à l'exécution de leurs missions, sont avant tout les garants du bon fonctionnement de l'Etat, de la solidarité nationale et du bien commun, comme cela vient d'être démontré pour les agents des administrations fiscales.

Par conséquent, la CESI supporte tous les efforts qui visent à préserver la motivation du personnel, en particulier du secteur fiscal, et à garantir sa bonne formation.

La CESI

souscrit en ces temps de sortie de crise à un objectif de long terme d'équilibre budgétaire

s'oppose avec détermination à ce que les personnes physiques en particulier soient victimes d'une crise qu'elles n'ont pas causée

s'insurge d'une manière générale contre toutes sortes de sacrifices frappant exclusivement des ressortissants de la Fonction publique

rejette une dégradation continue du pouvoir d'achat des salariés du secteur privé et du secteur public



condamne la distorsion grandissante dans la répartition des charges fiscales aux dépens des personnes physiques

s'insurge contre une vision budgétaire de court terme qui vise à réduire les effectifs de personnel des administrations fiscales

se porte fort pour un système fiscal avec des règles transparentes et facilement compréhensibles

réitère son exigence en faveur d'une meilleure coopération administrative fiscale en Europe

juge qu'une simplification des systèmes fiscaux existants s'impose

se prononce clairement en faveur de plus d'équité fiscale que seul du personnel motivé, à l'abri de toute immixtion du pouvoir politique, est capable de garantir

exige que les Etats membres offrent les formations nécessaires à leurs agents pour qu'ils puissent développer leurs compétences. Des efforts significatifs et à long terme doivent impérativement être déployés en matière de nouvelles technologies de l'information et de compétences linguistiques

estime que la fraude fiscale n'est pas une infraction sans gravité et qu'elle est à l'origine de pertes financières considérables pour les Etats membres en particulier dans le domaine de la TVA

constate qu'il convient d'agir étant donné l'ampleur prise par la fraude fiscale surtout au cours de ces dernières années et de la menace bien réelle d'une remise en question du bon fonctionnement du marché intérieur

soutient toute initiative qui contribue à mieux combattre la fraude fiscale à tous les niveaux.

Rapporteur: Romain Wolff, vice-président de la CESI et secrétaire général de la CGFP



Postes vacants

Direction de la Santé Services Audiophonologiques

employé m/f de la carrière de l'orthophoniste

La Direction de la Santé procède à l'engagement à tâche complète (40heures/semaine) et à durée déterminée pendant la période du 3 juillet 2011 au 19 novembre 2011 d'un employé (m/f) de la carrière de l'orthophoniste pour les besoins des Services Audiophonologiques.

Profil demandé

Une préférence sera donnée aux candidats pouvant se munir d'une expérience dans le domaine du dépistage et de la prise en charge orthophonique auprès des jeunes enfants.

Des renseignements supplémentaires pourront être demandés par téléphone au 44 54 64-1.

Les demandes **avec curriculum vitae ainsi que les copies des diplômes et certificats certifiées conformes aux originaux** sont à adresser à la

**Direction de la Santé,
Villa Louvigny,
Allée Marconi,
L-2120 Luxembourg**

pour le 3 juin 2011 au plus tard.

Ministère de la Famille et de l'Intégration Centre socio-éducatif de l'Etat

éducateurs gradués et des éducateurs (m/f)

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration engage pour le Centre socio-éducatif de l'Etat de Dreibern et de Schrassig des éducateurs gradués (m/f) et des éducateurs (m/f) à durée déterminée à raison de 40 heures/semaine sous le statut d'employé de l'Etat.

Profil demandé

Les candidat(e)s à la carrière d'éducateur gradué doivent être détenteur(trice)s du diplôme luxembourgeois d'éducateur gradué ou d'un certificat reconnu équivalent.

Les candidat(e)s à la carrière d'éducateur doivent être détenteur(trice)s du diplôme luxembourgeois d'éducateur ou d'un certificat reconnu équivalent par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Les demandes **avec copie des diplômes et certificats** sont à adresser **pour le 6 juin 2011 au plus tard** au

**Centre socio-éducatif de l'Etat
c/o M. Fernand BOEWINGER
b. p. 22
L-5507 Wormeldange**

Pour des renseignements supplémentaires, veuillez contacter le numéro de téléphone 76 05 65-327.



D'ARMÉI, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH

An der Arméi léiers du deng Limiten z'iwuerwannen an däi perséinlecht Potential z'entwéckelen. Du bass een Deel vun engem staarken Team a setz dech fir anerer an. Du gëss op deng Missiounen virbereet a baus dir deng professionell Zukunft op. Déi kann an der Arméi sinn oder anzwousch anescht.

D'Lëtzebuurger Arméi sicht jonk Leit fir de Fräiwëllegendéngscht.

Nächst Anzéien ass de 05. September 2011

INFOTELEFON 8002-4888

>>> Stéchdatum fir den Aschreiwungsformular
eran ze schécken ass de 17. Juni 2011



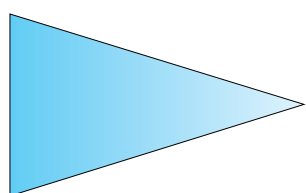
LËTZEBUERGER ARMÉI
www.armee.lu • info@armee.lu

Kaweechelchen

Foyer de jour CGFP

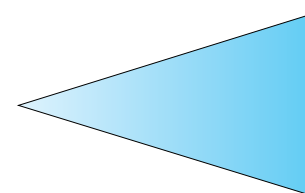
Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice

36, rue J.B. Esch
L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54
Fax: 25 28 84



- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**

- **Documents**
- **Le Journal**
- **Liens**



Visitez notre site Internet:
www.cgfp.lu

Réussissons ensemble

Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.

BGL
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

bgl.lu

CGFP

- **parteipolitisch unabhängig**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

Ihre Berufsvertretung

LINEHEART CITY

Premium Reseller

iWork pour iPad : Pages, Keynote et Numbers.

Les trois applications de productivité iWork permettent aux élèves et aux enseignants de réaliser des documents, présentations et feuilles de calcul de qualité professionnelle, quel que soit l'endroit où ils se trouvent¹. Pages est un puissant traitement de texte doté d'outils de mise en page très faciles à utiliser et d'un confortable clavier à l'écran. Avec Keynote, il est facile de créer des présentations agrémentées d'animations et d'effets saisissants. Enfin, Numbers permet de créer en quelques minutes des feuilles de calcul aussi convaincantes qu'esthétiques, avec tableaux et graphiques. Une fois que vous avez terminé, touchez l'icône AirPrint pour imprimer directement à partir de votre iPad².

1 Apps iWork vendues à part.
2 Nécessite une imprimante compatible AirPrint.
TM et © 2011 Apple Inc.
Tous droits réservés.

Leudelange
Z.A. am Bann
tél 44 68 44 - 1

Luxembourg-Ville
Grand-Rue
tél 44 68 44 - 500

Esch/Alzette
Rue de l'Alzette
tél 44 68 44 - 600

City Concorde
Bertrange
tél 44 68 44 - 700

Galerie Auchan
Kirchberg
tél 44 68 44 -800

www.lineheart.lu

Wo steuern Sie hin?

Bausparen – Steuern sparen

Ihr BHW-Berater gibt Ihnen dazu die besten Tipps und informiert Sie über die staatlichen Steuerfreibeträge – damit Sie alles bekommen, was Ihnen zusteht. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.



BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

